

**LA PROFESSION VÉTÉRINAIRE
ET L'EXERCICE LIBÉRAL
DU PRATICIEN RURAL**

THÈSE

présentée

à l'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD de LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 27 Juin 1972

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Roger BOURDEAU

né le 3 Août 1945

à MACON (Saône-et-Loire)

**LA PROFESSION VÉTÉRINAIRE
ET L'EXERCICE LIBÉRAL
DU PRATICIEN RURAL**

THÈSE

présentée

à l'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD de LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 27 Juin 1972

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Roger BOURDEAU

né le 3 Août 1945

à MACON (Saône-et-Loire)

LA PROFESSION VÉTÉRINAIRE ET L'EXERCICE LIBÉRAL DU PRATICIEN RURAL



THÈSE

présentée

À L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD de LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 27 Juin 1972

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Roger BOURDEAU

né le 3 Août 1945

à MACON (Saône-et-Loire)

PERSONNEL ENSEIGNANT DE
L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Directeur Monsieur le Professeur J. FROGET
Directeurs honoraires . . MM. les Professeurs JUNG, TAPERNOUX
FLORIO.

P R O F E S S E U R S

15 Chaires.

- | | |
|---|--------------|
| 1°) Pharmacie et Toxicologie | M. LORGUE |
| 2°) Anatomie descriptive, extérieur, Anatomie
appliquée | M. BARONE |
| 3°) Physiologie, Thérapeutique, Pharmaco-
dynamie | M. BOST |
| 4°) Histologie, Embryologie, Anatomie
pathologique | M. LUCAM |
| 5°) Hygiène et Industrie des Aliments
l'origine animale | M. FLACHAT |
| 6°) Zoologie appliquée, Parasitologie externe,
Parasitologie interne | M. EUZEBY |
| 7°) Pathologie médicale des équidés et des
carnivores | M. FONTAINE |
| 8°) Pathologie médicale du bétail et des
animaux de basse-cour | M. COTTEREAU |
| 9°) Technique chirurgicale, Pathologie
chirurgicale | M. COULON |
| 10°) Obstétrique, Pathologie de la Reproduction . | M. BERTRAND |
| 11°) Pathologie générale, Microbiologie,
Immunologie | M. OUDAR |
| 12°) Ethnologie, Zootechnie, Economie rurale . . | M. FROGET |
| 13°) Botanique appliquée, Agronomie,
Alimentation | M. WOLTER |
| 14°) Physique et Chimie biologiques et médicales | M. MAGAT |
| 15°) Maladies contagieuses, Zoonoses, Législa-
tion sanitaire | M. JOUBERT |

P R O F E S S E U R S S A N S C H A I R E

MM. BUSSIERAS, FERNEY (Détachés à l'Institut de Médecine et
des Sciences Vétérinaires de DAKAR).

MM. JEAN-BLAIN Claude, CHANTEGRELET, LAPRAS.

M A I T R E S A S S I S T A N T S A G R E G E S

MM. DELATOUR, DESCHANEL, LE NIHOUANNEN.

M A I T R E S A S S I S T A N T S

MM. BOIVIN, GASTELLU, LAURENT, LOMBARD, MOUTHON, PRAVE.

A S S I S T A N T S

Mme CHAUVE, MM. DALLOZ, GIRAUD, Mme RACHAIL, M. GRISVARD, Melle
LAVAL, MM. LAVIROTTE, SAGAN, VOISIN.

E X A M I N A T E U R S D E L A T H E S E

Président : M. Le Professeur COLIN de la Faculté de Médecine,

Premier Assesseur : M. le Professeur FONTAINE de l'Ecole
Nationale Vétérinaire,

Deuxième Assesseur : M. le Professeur COTTEREAU de l'Ecole
Nationale Vétérinaire.

L'Université Claude Bernard (Médecine-Pharmacie) de LYON, et
l'Ecole Nationale Vétérinaire déclarent que les opinions émi-
ses dans les dissertations qui leur sont présentées doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles
n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

"La croyance fidéiste et sans libre examen dans le progrès technique comme équivalent ou substitut au progrès humain, fait admettre que le devenir technique, en y incluant désormais la cybernétique, la recherche opérationnelle, la praxéologie et leur usage pour déterminer l'avenir est le facteur décisif, le principal moteur essentiel du devenir humain. Au nom des regrets de la "science" beaucoup de prospectivistes nous font des promesses d'un futur meilleur pour nous dissuader de mettre en question l'ordre établi. Leur progressisme technocratique est un conservatisme social....."

(P. VIAU) (36)

"Les changements auxquels nous aurons bientôt à faire face obligeront en particulier le vétérinaire du gros bétail à se livrer à une analyse complète de la situation dans son propre domaine d'activité. Il devra, entre autres, se livrer à un calcul approximatif des fermes qui, du point de vue purement compétitif, n'ont à longue échéance, aucune chance de survivre. En outre, il devra se faire une idée globale des formes à venir de l'élevage, de là en conclure les exigences qui seront posées à l'art vétérinaire et enfin orienter son activité de manière à le satisfaire".

(J.B. HERRICK) (33)

"La perspective appelle un complément qui est rarement explicité : l'énonciation des valeurs au nom desquelles le souhaitable est désigné parmi les probables et doté par là même d'une force de probabilité supérieure".

(J.M. DOMENACH) (36)

" La première bataille à mener, c'est de montrer que le progrès technique n'est pas une chose en soi, indépendant du type d'économie dans laquelle il s'insère. Il y a, pour l'instant, un progrès technique au service de la bourgeoisie capitaliste. Il pourrait y avoir un progrès technique au service des travailleurs".

(Frères du Monde) (37)

I N T R O D U C T I O N

Nous placerons cette étude de la profession vétérinaire, du rôle du praticien rural et de la nature de l'exercice libéral de la médecine vétérinaire sur un plan historique et sociologique. En effet, l'acte médical a toujours deux aspects : l'un technique qui, par le progrès de nos connaissances, obéit à des impératifs de plus en plus raisonnés et scientifiques ; l'autre, professionnel qui, par la relation avec les propriétaires des animaux qu'il sous-tend est conditionné par des facteurs sociaux, économiques et culturels qui varient selon les époques et les sociétés. Le premier aspect, l'aspect technique, s'il est une condition nécessaire et indispensable à la transformation de la médecine vétérinaire et du mode d'intervention du praticien, ne peut avoir à lui seul un poids décisif dans l'évolution de la nature de la profession. La nature de la profession (dans le cas présent, le caractère libéral de la profession vétérinaire), et par conséquent le rôle du praticien libéral dans la société qui l'entoure (en premier lieu, le milieu rural mais aussi la société française toute entière) est, elle, profondément déterminée par les rapports qu'entretient le corps vétérinaire avec les éléments de décision économique et politique.

Pour mener cette étude, nous avons choisi une façon de procéder qui exclut une analyse opposant une médecine individuelle

et curative à une médecine collective et préventive, une médecine libérale à une médecine étatique. Nous serons conduits à démontrer qu'historiquement la médecine vétérinaire libérale n'est pas la seule modalité de relation vétérinaire-agriculteur (ni de la relation vétérinaire-milieu rural-société) mais que le libéralisme économique ne pouvait sécréter une autre modalité, un autre "mode de production" de la médecine vétérinaire. La médecine vétérinaire est la résultante d'un certain nombre de facteurs dits de production dont certains sont techniques et spécifiquement vétérinaires, d'autres extérieurs à la profession qui sont les facteurs de la production animale. Ces facteurs déterminent un mode de "production de la médecine vétérinaire", une organisation des rapports économiques entre le vétérinaire "producteur" et les agriculteurs utilisateurs.

L'animal est le support de la relation vétérinaire-éleveur ; il est le point de rencontre des facteurs de production spécifiquement vétérinaires et des facteurs de la production animale. L'acte médical (et sa rémunération) en tant que "mode de production de l'activité vétérinaire" illustre cette relation. L'histoire de la médecine vétérinaire libérale est l'histoire de la cohérence de cette relation et l'évolution de l'exercice de la médecine vétérinaire, celle de ses contradictions. En effet, lorsque le mode d'activité vétérinaire est en contradiction avec la production animale, il y a conflit.

La production agricole en tant qu'environnement économique de la médecine vétérinaire détermine l'évolution de la profession dans son ensemble, de la nature de l'exercice de la médecine vétérinaire et en définitive du rôle du praticien.

Notre analyse portera uniquement sur le praticien vétérinaire rural. Elle est indissociable de celui du salarié vétérinaire dont l'intervention dans le monde agricole est aujourd'hui de plus en plus importante (16).

Notons, dès cette introduction, les confusions, les imprécisions et les ambiguïtés qui existent dans l'esprit des étudiants, des praticiens ou des éleveurs quand il s'agit de définir une profession libérale ou plus précisément l'exercice libéral de la médecine vétérinaire.

Il convient dès à présent de faire la distinction entre la représentation individuelle que s'en font les membres de ces professions et la représentation collective qu'en ont les utilisateurs. Dans cette représentation individuelle, il faudrait séparer l'éthique professionnelle (l'exercice libéral comme somme de principes pouvant s'intégrer à une certaine philosophie de la vie) des intérêts particuliers des membres de la profession. La confusion, au niveau des principes, pourrait incliner à identifier la défense de l'exercice libéral à une défense d'intérêts si l'éthique elle-même ne venait à leur secours. En effet, que défendent l'ordre et le syndicat des vétérinaires ? Des principes

et des intérêts ? Des intérêts au nom des principes, pourrions-nous dire, dans la mesure où, au cadre libéral de la profession est lié un certain mode de rémunération. Quant à la conception collective venant des utilisateurs, qu'en est-il ? L'exercice libéral serait le cadre qui permettrait au praticien vétérinaire d'assurer le meilleur service. Parallèlement, le respect des principes de l'exercice libéral serait, pour l'éleveur, la garantie de la qualité du service rendu par le vétérinaire. Cette image de marque est primordiale pour la profession. Tenant compte des milieux agricoles qu'il est important d'avoir à ses côtés, il est préférable de parler qualité de l'acte et du service que de système de rémunération. Or, il est intéressant de noter que la profession vétérinaire, en se mobilisant sur la défense du monopole des prophylaxies obligatoires comme sur le privilège de la distribution des produits pharmaceutiques par le vétérinaire libéral laisse apparaître le souci de ses intérêts alors que les prophylaxies comme le commerce des médicaments vétérinaires ne sont pas directement liés à l'exercice libéral. Cette attitude, source de conflits avec les milieux agricoles, tend à modifier l'image psychologique collective qu'ont les éleveurs de l'exercice libéral de la médecine vétérinaire.

P L A N D ' E T U D E

Dans une première partie, nous reprendrons une approche traditionnelle et générale de la définition des professions libérales et du libéralisme en médecine vétérinaire (19).

La seconde partie comprendra trois chapitres : dans le premier, nous étudierons brièvement les conditions historiques du développement de la profession vétérinaire. Le deuxième chapitre nous permettra d'entrevoir le praticien vétérinaire en tant qu'intellectuel libéral et de définir son rôle en tant que notable dans la république bourgeoise. Le troisième chapitre sera consacré à l'étude des rapports de l'éthique professionnelle et de l'idéologie afin de montrer les éléments de dépendance qui unissent l'éthique professionnelle libérale à l'idéologie libérale.

La troisième partie est consacrée à l'analyse formelle de l'exercice libéral de la médecine vétérinaire en tant que "mode de production" des activités vétérinaires. L'étude de la pharmacie vétérinaire, bien que ne s'insérant pas directement dans celle de l'exercice de la médecine vétérinaire libérale, fera l'objet d'une annexe à cette troisième partie.

Enfin, la dernière partie de ce travail nous permettra d'envisager l'organisation corporatiste de la profession.



P r e m i è r e P a r t i e

LES PROFESSIONS LIBERALES : LA PROFESSION VETERINAIRE LIBERALE

A - Définition.

Pour reprendre une approche traditionnelle de la définition des professions libérales, citons Max HORN, président de l'Union Fédérale des Professions Libérales :

"Les membres des professions libérales sont des travailleurs intellectuels qui exercent la profession en toute indépendance morale et matérielle. Ils ne sont liés par aucune directive. Ils ne doivent pas s'incliner devant les exigences tant de l'administration que de leurs clients qui ne seraient pas compatibles avec leur conscience et leur honneur professionnel. Ils supportent seuls les risques inhérents à leur travail et personne ne peut se substituer à eux".

Cette définition met en avant un certain nombre de traits communément admis pour définir les professions libérales : les notions de travail intellectuel, d'indépendance, de liberté, de responsabilité individuelle. Nous les retrouverons dans les définitions données par d'autres :

- Confédération Internationale des travailleurs intellectuels, à son Congrès de Berlin, en 1959 :

"Exerce une profession libérale toute personne qui, en toute indépendance et libre de tout lien de subordination, met ses connaissances et ses dons au service d'autrui par un effort où l'activité de l'esprit est prédominante".

- Dictionnaire ROBERT (édition de 1959) :

"... profession de caractère intellectuel que l'on exerce librement ou sous le seul contrôle d'un organisme professionnel".

- Le Larousse (édition de 1959) :

"C'est une profession ayant pour but un travail intellectuel sans qu'aucun lien de subordination ne soit relevé entre celui pour le compte de qui il est effectué et celui qui l'effectue et dont la rémunération ne revêt en principe aucun caractère spéculatif".

Un nouvel élément apparaît ici : la rémunération ne revêt, en principe, aucun caractère spéculatif. A l'origine, l'honoraire n'était qu'un don libre en reconnaissance du service rendu".

-Pour parachever cette approche, citons SABATIER (35) :

"Pour caractériser les professions libérales, il faut en réalité recourir à une analyse psychologique de la relation qui unit le professionnel aux personnes qui s'adressent à lui. On découvre alors qu'il y a dans les professions libérales un rapport de confiance plus profond et plus intime entre le professionnel et son client que dans les autres professions. Le client des professions libérales confie au professionnel sa personne et ses intérêts les plus intimes, et en échange, il lui demande beaucoup plus qu'un service impersonnel : il lui demande de s'engager lui aussi, avec toute sa responsabilité et toutes ses qualités non seulement techniques mais morales. Selon la belle expression du Professeur Portes, premier président de l'Ordre des Médecins : "nous nous trouvons ici devant une confiance qui rejoint une conscience".

Le cadre dans lequel le service est rendu serait générateur de relations profondes entre les deux parties. L'accent est mis ici sur l'importance de ce colloque singulier entre le professionnel et le client : confiance du client, conscience du profes-

sionnel définissent le caractère original de leur relation intime. Cette notion de confiance entre le professionnel et le client est un point essentiel noté par la jurisprudence qui s'en inspire pour interdire les ventes de clientèle (la confiance est hors commerce) pour assurer le secret professionnel, pour définir les règles de responsabilité dans l'adjuvat vétérinaire et laisser une latitude dans l'importance des honoraires.

B - Caractère intellectuel et représentativité sociale des professions libérales.

Toutes les définitions des professions libérales auxquelles nous avons fait allusion insistent sur le caractère intellectuel de l'acte libéral. Si la nature intellectuelle d'un travail est parfois relative, et c'est le cas pour le praticien vétérinaire, les professions libérales doivent cependant être considérées comme des professions intellectuelles : leur accès est lié à la nécessité d'acquérir un diplôme universitaire, donc un certain savoir. En fonction de ce caractère intellectuel de leur travail, on serait tenté de situer certains salariés comme les enseignants dans le groupe des professions libérales.

D'après SABATIER, : "quand on dit que la profession d'enseignant est une profession libérale, on signifie qu'elle jouit encore d'une certaine considération sociale et que son exercice apparaît comme une promotion sociale". La notion de profession libé-

rale serait donc chargée d'une certaine représentativité sociale et l'accès à ces professions constitue une promotion sociale ; elles sont dotées d'un prestige social lié à la nécessité d'acquiescer un diplôme universitaire pour y accéder.

C - Indépendance et liberté du praticien.

Est-il besoin de débattre sur la liberté du praticien rural, sur son indépendance pour conclure qu'il s'agit là de notions trop vagues, voire inexactes, pour permettre de caractériser l'exercice libéral aujourd'hui ? L'importance de certaines tâches administratives dans la vie du praticien, comme l'exécution de prophylaxies collectives obligatoires, ne constitue-t-elle pas déjà une limitation à une médecine vétérinaire prétendue libérale ?

La notion d'indépendance ne permet pas de différencier les professions libérales d'autres professions "indépendantes" comme celle d'agriculteur ou de commerçant. Par contre, elle permet d'opposer corps salarial et corps libéral.

La notion d'indépendance, associée à celle de responsabilité individuelle du professionnel dans chacun de ses actes, reste toutefois fondamentale dans la mesure où c'est elle qui serait garante de la qualité du service. Cependant, la liberté de jugement et de décision, l'indépendance du vétérinaire par rapport à la thérapeutique à prescrire comme par rapport au client ne sont-elles pas précaires et illusoires ? Les affirmations, les revendi-

cations sur la défense de la liberté du praticien, sur la sauvegarde de son indépendance ne servent-elles pas de caution à la défense d'une situation acquise en soustrayant l'exercice libéral à la critique ? S'attaquer aux principes de l'exercice libéral compromettrait la qualité même du service ! Comme nous le disions dans l'introduction, l'éthique rejoint la défense des intérêts en donnant aux utilisateurs une certaine vision de l'exercice libéral.

D - "Colloque singulier" et mode de rémunération.

La notion de "colloque singulier" ainsi que l'expression de Portes : "une confiance qui rejoint une conscience" définissent fort justement, dans l'optique libérale, l'acte médical et la nature des rapports qui s'instaurent entre le professionnel et son client dans le cadre de cet acte. Le libéralisme, en médecine vétérinaire comme dans tout autre domaine, repose sur l'individualisme.

Individualisme et libéralisme expriment une conception de la liberté qui s'exprime aussi au travers de la médecine vétérinaire libérale. Le colloque singulier définit la nature de la relation de l'éleveur et du praticien, c'est-à-dire les libertés de chacun, mais aussi leurs responsabilités. Certes, le colloque singulier illustre le climat psychologique de cette relation, mais aussi, comme nous le verrons, la nature de classe de cette relation.

Quelles sont les conditions préalables à l'acte médical ?

L'éleveur a la responsabilité de l'appel ; il juge de l'opportunité de l'intervention du praticien en fonction de critères qui lui sont personnels et sur lesquels le praticien a peu de prises. Quelles que soient ses motivations, le praticien ne peut imposer un acte médical à un éleveur qui n'en perçoit pas l'urgence. En outre, dans un système concurrentiel, l'éleveur dispose, théoriquement, de la liberté du choix du vétérinaire. De son côté, le praticien est moralement tenu de répondre. L'article 35 du Code de Déontologie nous dit :

"Sous réserve des règles déontologiques édictées précédemment et en dehors d'exceptions justifiées telles que : refus du paiement d'honoraires, injures graves etc. le vétérinaire est moralement tenu de répondre, dans la limite de ses possibilités, à tout appel qui lui est adressé pour donner des soins à un animal malade".

L'éleveur engage sa responsabilité dans l'appel du vétérinaire de son choix, ce qui signifie aussi pour lui qu'il s'engage à rémunérer l'acte.

Le contrat tacite des soins.

Deux arrêts de la Cour de Cassation nous fournissent la traduction juridique du contrat qui se noue entre l'éleveur et le praticien dans le cadre de l'acte médical. L'arrêt de la Cour de Cassation du 20 mai 1936 dit notamment : "qu'il se forme entre le médecin et son client un véritable contrat comportant, pour le praticien, l'engagement, sinon évidemment de guérir le malade, du

moins de lui donner des soins, non pas quelconque mais consciencieux, attentifs et, réserve faite de circonstances exceptionnelles, conformément aux données acquises de la science". C'est ce qu'on appelle l'obligation des moyens, par opposition à l'obligation de résultat que l'on ne saurait imposer aux professions médicales (BRION) (1). Cette formulation est reprise dans un arrêt du 27 juin 1939, faisant mention de la notion de "contrat de soins". Ainsi, d'après BRION, s'est instauré un nouveau droit s'appuyant sur la responsabilité contractuelle.

Selon A. LEMAIRE (34), ceci exprime qu'il existe entre le médecin appelé et son malade un contrat tacite, conclu en toute liberté, par lequel le médecin s'engage à mettre au service du malade, avec la garantie du secret, sa science et son expérience, tandis que le malade, par un appel qui l'oblige et l'engage, attend du médecin compétence et dévouement. Le contrat conclu, et il l'est dès que l'accord est fait, le praticien possède une indépendance quasi totale que lui a accordé tacitement l'éleveur en faisant appel à lui. Tout se passe comme si un véritable transfert de propriété de l'animal était opéré en faveur du vétérinaire, pour la durée du contrat conclu entre l'éleveur et le praticien. Il y a transfert de la propriété de l'animal du point de vue de la santé et la jurisprudence a codifié les responsabilités du praticien dans le cadre de l'acte. L'expression de PORTES "Une confiance qui rejoint une conscience" illustre donc bien le contrat tacite de soins.

Analyse critique : le mode de rémunération.

A l'origine, théoriquement, ce mode de rémunération des professions libérales était constitué d'honoraires définis dans le cadre d'une entente directe entre le professionnel et son client, tenant compte de possibilités financières de celui-ci. On lui a substitué le système du paiement direct à l'acte. Les professions libérales retirent leur rémunération d'actes dont le prix est codifié par les professionnels eux-mêmes. On peut considérer que le système de paiement à l'acte, laissant, dans les faits, une marge d'appréciation personnelle au professionnel est l'héritier du système de l'entente directe.

Dans l'entente directe, comme dans le paiement à l'acte tarifié, le praticien décide. Le règlement est pour lui la traduction de son effort, pour l'élèveur, celle de sa participation active mais surtout consentie. D'ailleurs, le praticien n'a pas la possibilité de s'explicitier sur sa rémunération sans remettre en cause les rapports qu'il entretient avec l'élèveur. Comme le dit A. LEMAIRE (34) dans une réflexion sur la médecine libérale : "Le médecin ne pouvant faire comprendre au malade les raisons techniques qui motivent ses décisions, prend forcément une attitude d'autorité. Le malade qui a confiance et espoir se sent néanmoins en position d'infériorité, de soumission, donc de dépendance".

La nature de la relation praticien-élèveur dans le cadre libéral (une confiance qui rejoint une conscience) ne comporte aucune obligation de partage de ce savoir avec l'élèveur.

Le savoir, le vétérinaire n'aura tendance à le partager que difficilement puisqu'il est l'assise et la justification de son pouvoir et par suite de la nature des relations qu'il entretient avec l'éleveur. Toutes les relations qu'a le praticien avec un éleveur reproduisent celles qui se lient à travers l'acte médical.

Toujours selon A. LEMAIRE : "A proprement parler (le praticien) ne vend rien, si bien qu'aux yeux du public, l'argent qu'on lui donne ne peut pas représenter la même chose que celui qu'on remet au fournisseur pour la livraison d'une marchandise. C'est pourquoi, à côté des honoraires, prend place parfois le cadeau dont la valeur symbolique est grande, même et surtout s'il est inutile". Ce cadeau symbolise l'acceptation de ces relations hiérarchisées entre le praticien et l'éleveur, entre le praticien notable et le paysan. Le mode de paiement direct à l'acte caractérise parfaitement cette relation hiérarchisée, cette relation de classe.

E - Organisation des professions libérales.

L'histoire des professions libérales, c'est l'histoire de leur accession au monopole de l'exercice de leur métier. Parallèlement à leur développement, elles ont été codifiées par l'Etat intervenu soit de lui-même soit le plus souvent à la demande des intéressés. En effet, la codification officielle résulte, la plupart du temps de l'organisation interne et de l'action revendicatrice des professions elles-mêmes. Très tôt, elles se sont données

des associations, syndicats ou autres groupements afin d'accéder à ce monopole et le défendre. Le régime de Vichy dotera les professions libérales d'un Ordre chargé de la discipline interne et de la défense extérieure des intérêts moraux. L'Ordre a survécu et coexiste aujourd'hui avec un syndicat professionnel. Ordre et code de déontologie (ou charte) définissent l'accès à ces professions et en règlementent l'exercice.

F - Conclusion.

Deux éléments principaux nous apparaissent caractéristiques des professions libérales : leur mode de rémunération et l'existence d'un Ordre professionnel. Cependant il reste difficile aujourd'hui de trouver une définition des professions libérales qui "colle" à la fois aux principes et à la réalité. Il sera nécessaire de replacer la profession libérale dans un contexte historique, l'exercice libéral au sens strict correspondrait à un moment précis de l'histoire de ces professions.

Les professions libérales seraient le libéralisme économique appliqué à un certain nombre de professions. Le concept de profession libérale n'est plus, aujourd'hui, que le symbole de l'attachement à des valeurs issues du libéralisme. L'exercice libéral, lui, n'est qu'une transposition pratique, plus ou moins bien réussie et de plus en plus difficile, des principes. Ainsi, on peut expliquer la difficulté à trouver une définition épousant une

réalité qui est aujourd'hui loin d'être celle qui a présidé à la naissance et au développement des professions libérales.

Enfin, nous reprochons à l'approche traditionnelle des professions libérales d'être trop figée et conservatrice. Il s'en suit une valorisation d'un certain nombre de principes et caractères de ces professions (l'indépendance du praticien, par exemple) qui masquent leur nature réelle, protègent et tendent à justifier un système qui assure une position de classe privilégiée (le mode de rémunération, par exemple). Ainsi pour M. GUICHARD (25), dans un article, "Nos grands anciens ruraux", : "être indépendant c'est être son maître dans sa clientèle et n'avoir à répondre de ses actes qu'à sa conscience professionnelle". Comme le dit G. CARO (3) dans son ouvrage "La Médecine en question" : "La médecine libérale est un concept symbolique auquel se rattache tout un discours idéologique mystificateur de ceux qui veulent le conserver".

D e u x i è m e P a r t i e

P R E M I E R C H A P I T R E

LES CONDITIONS HISTORIQUES DU DEVELOPPEMENT DE LA PROFESSION VETERINAIRE

A - Introduction.

L'art vétérinaire, en sommeil depuis le Ve siècle, se réveillera avec le XVIIIe siècle. En cherchant dans l'Anatomie et la Physiologie comparées une base pour leur système, les philosophes de la nature, les encyclopédistes consacrent la "rédemption" de l'animal. La médecine vétérinaire abandonnée à l'empirisme le plus grossier peut gagner alors sa place dans les sphères scientifiques et dans la société. Le mépris qu'inspirait l'animal disparaissant, le "médecin des bêtes" va pouvoir se débarrasser de la réprobation sociale qui l'atteignait et se tailler une nouvelle place dans la hiérarchie sociale.

Cependant, la création d'un enseignement vétérinaire n'influence que lentement l'exercice de la médecine vétérinaire. L'existence, pendant un temps, de deux catégories de vétérinaires déconsidère la profession. Le gouvernement de Napoléon autorise les vétérinaires à former par l'apprentissage des maréchaux experts qui ne seront en fait que des empiriques légalisés. Ainsi, le vétérinaire reste longtemps, dans les campagnes, confondu avec les

empiriques : le maréchal et le vétérinaire apparaissent comme les deux branches d'un même artisanat.

L'évolution sociale du vétérinaire coïncide avec son utilisation par l'administration publique ce qui le place dans la hiérarchie sociale et lui assure une certaine considération sociale. Ainsi, en 1813, les préfets sont autorisés à utiliser un vétérinaire au titre de conseiller dans la prophylaxie des épizooties, alors que les maréchaux ferrants, en général illétrés, sont incapables de satisfaire à cette nouvelle demande : il faudra alors modifier le recrutement et l'enseignement des écoles et le nouveau rôle attribué au vétérinaire stimule donc l'évolution de la profession.

La période de 1830 à 1900 voit l'essor de la profession vétérinaire, l'accession du praticien à un rang social élevé : cette période correspond à l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie.

Nous étudierons tout ce contexte social, économique, culturel mais aussi technique dans lequel la profession a évolué, a conquis son monopole de l'exercice de la médecine vétérinaire et dans lequel le praticien s'est affirmé notable du milieu rural et par là a pu participer activement à la vie et à l'organisation de la république bourgeoise. Nous diviserons cette étude en deux parties : l'une consacrée aux retentissements de la révolution bourgeoise de 1789 sur le milieu rural et les structures agricoles ;

dans l'autre nous décrirons quelques caractéristiques de l'évolution de la profession vétérinaire.

B - Les retentissements de la révolution bourgeoise de 1789 sur le milieu rural et les structures agricoles.

Trop nombreux par rapport au terrain cultivable, la plupart des paysans ne disposait pas du moindre bout de terre qui leur eut permis de ne pas "mourir de faim". Constituant 90 % de la population active ils fournissaient la presque totalité de l'impôt direct. L'accession à la propriété leur était impossible et ils ne pouvaient retirer de profit de leur travail et de leurs efforts pour améliorer les sols et les rendements. Le poids des servitudes et du pouvoir seigneurial n'ont pas cessé de s'accroître dans les décennies qui ont précédé la révolution ce qui a créé un climat d'hostilité vis-à-vis du régime féodal. La volonté d'accéder à la propriété du sol est très nette dans les premiers cahiers de doléances des communautés paysannes. La propriété du sol et en particulier la propriété familiale du sol consacrée dans le Code Civil devait leur assurer une plus grande indépendance et une plus grande sécurité, et la suppression de la dîme et des redevances foncières rendait leur misère moins intolérable.

En réalité, si la révolution permit à certains l'accès à la propriété du sol, si certains biens du clergé et de la noblesse changèrent de main, si les communaux furent en grande partie supprimés, une bourgeoisie rurale naissante fit sentir sa

présence : gros fermiers partiellement propriétaires, commerçants investissant leur argent dans l'achat de la terre. D'ailleurs le Code Civil a été rédigé par des bourgeois citadins qui étaient aussi des propriétaires terriens. Le Code Civil accorde le maximum de garantie à ces propriétaires fonciers. Avec lui, c'est la conception bourgeoise de la propriété qui l'emporte.

Karl MARX : A un certain degré de développement de ses moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot le régime féodal de propriété cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement". (Extrait du Manifeste du Parti Communiste)

Cette nouvelle conception et répartition de la propriété est la base du libéralisme, système économique et politique. Le libéralisme sera caractérisé désormais par l'accroissement de l'importance politique de la bourgeoisie issue du développement du commerce et de l'industrie. La IIIe République, république bourgeoise, peut être considérée comme l'accession définitive de cette bourgeoisie au pouvoir et aux décisions économiques.

Les effets de l'industrialisation, de l'urbanisation sur les campagnes.

Pendant longtemps le milieu rural vit en autarcie. L'exploitation agricole n'est pas orientée vers la production de denrées destinées à la vente mais vers la satisfaction des propres besoins des agriculteurs. L'autarcie a marqué profondément l'agri-

culture de l'époque pré-industrielle. Au cours du XIXe siècle, l'agriculture sort de son isolement. Avec le développement de l'industrie les échanges se multiplient, les populations migrent. Comme le dit M. FAURE dans son livre "Les paysans dans la société française" (4), : "Ainsi dès 1850 l'expansion agricole se trouvait intimement liée à l'expansion urbaine et industrielle". Sous la Restauration le véritable départ a été pris. C'est l'époque des comices agricoles. Ce n'est par une coïncidence si en même temps se déclenche la croissance industrielle. Les deux phénomènes sont liés et se favorisent mutuellement. Rendue possible par le développement agricole, la croissance industrielle de la fin de la Restauration et du Second Empire a stimulé très fortement le perfectionnement de l'agriculture française avec le développement des transports, la croissance des villes et l'accroissement des besoins de consommation en produits alimentaires.

L'appel des villes dégorge la campagne, éponge le surplus de main-d'oeuvre, permettant un meilleur emploi de ceux qui restent à la terre. Le développement des transports fluviaux, maritimes et surtout ferroviaires exerce sur l'agriculture une action de désenclavement. Les marchés agricoles cessèrent d'être locaux ou régionaux. Le transport des denrées sur de longues distances, notamment vers les concentrations urbaines favorise les spéculations régionales (élevage charollais ou normand par exemple) et incite les agriculteurs à produire plus pour vendre.

La population rurale.

Quant à la population rurale elle a fait l'objet de soins attentifs de la part des politiciens bourgeois qui ont su trouver en elle un appui politique. C'est ainsi qu'à certaines périodes de l'Histoire, on a freiné l'exode rural : en 1906, il y avait encore 43 % de la population active française qui travaillait dans l'agriculture, et 36 % en 1946.

Les structures agricoles.

En 1826, 60 000 propriétaires possèdent à eux seuls un quart de la propriété foncière. 70 à 80 % des propriétés restent minuscules (1 hectare). En 1882, les propriétaires de plus de 30 hectares possèdent 51,9 % de la terre. Seule la bourgeoisie a donc eu réellement accès à la propriété et non la masse des agriculteurs. D'autre part la propriété familiale du sol eut de lourdes conséquences sur la structure des exploitations agricoles : les lois successorales, en favorisant le morcellement de la propriété, ont donné à la France un régime de petites exploitations agricoles. En 1963 encore, 73,5 % des exploitations ont moins de 20 hectares de surface.

La place de l'animal dans l'exploitation agricole familiale.

L'animal représente une part importante du capital d'exploitation. Même si l'agriculteur n'accède pas à la propriété de tous les moyens de production (celle du sol lui échappant, en général) il sera souvent propriétaire de l'animal. Essentiellement

animal de travail au cours du XIXe siècle, l'attachement que lui porte son propriétaire est lié à sa valeur d'usage. L'élément psychologique de cette relation éleveur-animal est important à considérer (on parlera d'éleveur à la place de paysan). L'animal fera longtemps partie de la famille. Cet élément psychologique n'est toutefois pas indépendant des structures d'exploitations et l'importance économique de l'animal dans l'exploitation agricole de type familial explique cet attachement à l'animal en tant qu'individu.

Quelle que soit cette importance de l'animal-individu dans l'exploitation agricole familiale, il convient de préciser que lorsque furent créées les Ecoles Vétérinaires, la production animale ne tenait pas une grande place dans l'économie nationale. Le rôle essentiel des animaux était de fournir du travail et de l'engrais pour la culture des céréales. Seul l'élevage du cheval est florissant à cette époque, celui-ci étant largement utilisé dans le transport, le travail et l'armée. Le cheptel bovin est numériquement faible. Il n'y avait d'ailleurs que peu de débouchés pour la viande et le lait considérés en ville comme des produits de luxe. Le cheval, et à un degré moindre le mouton pour la laine, étaient les animaux les plus intéressants économiquement. La médecine vétérinaire rurale, jusqu'à la fin du XIXe siècle et le début du XXe sera donc essentiellement équine. L'exploitation agricole vivant en autarcie, cette économie de subsistance ne permettant pas de dégager des honoraires faisait appel le moins pos-

sible au vétérinaire. Cependant le développement des transports et du commerce en stimulant l'élevage équin, multipliera les interventions vétérinaires que de plus grandes facilités de déplacement rendent plus aisées et moins onéreuses.

C'est à partir du XXe siècle et surtout au lendemain de la seconde guerre mondiale qu'on assiste à un plus large développement des productions animales. Ces productions animales sont restées longtemps très insuffisantes : la France a eu le plus grand mal à alimenter son armée en viande pendant la guerre de 1914 et pour ce faire, elle a été obligée d'abattre une partie du troupeau. Il a été très difficile de le reconstituer après la guerre. De même vers les années 1936-39, alors que les aspirations populaires exprimées brutalement au moment du front populaire poussaient au développement de la consommation de viande, on a été contraint d'importer. La médecine vétérinaire, profitant des découvertes scientifiques facilitant son exercice, étendra son champ d'action au fur et à mesure que les productions animales et le commerce des produits d'origine animale se développeront.

Conclusion.

Le XIXe siècle est marqué par l'accession progressive de la bourgeoisie au pouvoir. Cette période de libéralisme économique se caractérise par le développement du commerce et des transports, de l'industrialisation et de l'urbanisation. La bourgeoisie industrielle des villes prend de plus en plus de poids économique et politique ; elle soumet la campagne à la ville, use de ses appuis

dans la bourgeoisie rurale. En créant d'énormes cités, elle retire une part importante de la population du monde rural. Cette population constituera le prolétariat des villes. Elle soumet encore la campagne aux villes en lui attribuant une fonction économique particulière : celle de pourvoir les villes naissantes en produits alimentaires. Cependant, nous avons vu que les masses paysannes constituaient quantitativement un groupe dont il fallait tenir compte politiquement. Le ralliement des campagnes à la cause républicaine a assuré la stabilité politique de la IIIe République. Afin de maintenir ce rapport de force sociale, les gouvernements ont voulu assurer la pérennité de la classe des petits et moyens propriétaires agricoles en fermant le pays aux produits étrangers et en freinant autant que possible l'exode rural.

C - Caractéristiques de l'évolution de la profession vétérinaire.

Le développement des transports et du commerce ont joué un rôle important dans l'apparition et la multiplication des épizooties. Les épizooties, en menaçant l'économie rurale, mais aussi la cavalerie de l'armée, vont stimuler le développement de la profession vétérinaire et poser le problème de la création d'un corps vétérinaire compétent.

Plus importants, les besoins d'approvisionnement des villes en produits alimentaires donnent toute son importance à la lutte contre ces épizooties et provoquent la multiplication des réglementations sanitaires. Ainsi les menaces de la peste bovine

au début du XIXe siècle ont largement contribué à l'organisation de la police sanitaire et aussi aux progrès de la médecine vétérinaire. En outre, la plus value donnée aux animaux par le commerce des produits agricoles, l'amélioration de l'élevage multiplient les interventions du praticien. Enfin, la fin du XIXe siècle correspond à une période de prospérité économique, ce qui favorise le développement de la libre pratique vétérinaire.

L'époque pastorienne, symbole de la collaboration de la médecine vétérinaire et de la médecine humaine, devait permettre de jeter les bases de la prophylaxie sanitaire et surtout médicale des maladies animales. Les nouvelles méthodes de vaccination ont permis un remarquable développement de la médecine vétérinaire rurale et son extension à toutes les espèces animales. La découverte des substances sulfamides et antibiotiques donnera plus tard une stimulation semblable de l'exercice de la médecine vétérinaire.

Les maréchaux ferrants étaient dotés d'une formation insuffisante pour répondre aux tâches nouvelles qui incombaient à la médecine vétérinaire. On modifia le recrutement des Ecoles ainsi que les fondements de l'enseignement vétérinaire. L'étudiant vétérinaire sera pour un temps en général fils d'éleveur, gros fermier ou propriétaire, c'est-à-dire issu de la bourgeoisie rurale qui s'est affirmée depuis la Révolution. Mieux éduqué, plus instruit, universitaire même, il s'imposera dans les campagnes face aux empiriques dont l'importance rétrocede progressivement. En 1923, la création du Doctorat-Vétérinaire puis la loi du 17 juin

1938 sur le monopole de l'exercice de la médecine vétérinaire par les docteurs vétérinaires diplômés des Ecoles sanctionnent cette évolution.

Le développement de la médecine vétérinaire s'est fait dans le sillage de la médecine humaine dont elle est apparue la branche cadette. C'est par rapport à la médecine humaine que la médecine vétérinaire s'est affirmée comme science. On alignera sur le médecin de l'Homme, le médecin de l'animal. On peut trouver l'explication des choix effectués alors dans l'orientation de l'enseignement vétérinaire ainsi que de la recherche (*) vers une médecine individuelle et curative.

Cependant l'importance économique de l'animal en tant qu'individu, compte tenu de la composante affective des rapports éleveur-animal et du niveau de développement des structures agricoles peut expliquer aussi l'orientation de la profession vers une médecine individuelle et curative un peu à l'image de celle de l'Homme. L'art de guérir fera partager au vétérinaire le prestige réservé au médecin. L'acte de guérir ou la volonté de guérir lui gagne le respect de l'éleveur. Ainsi en tant que médecin, le vétérinaire s'élève dans la hiérarchie sociale. Rapidement les vétéré-

(*) "Le cadre médical de la recherche vétérinaire a pris en France comme dans un certain nombre de pays européens le pas sur le côté zootechnique. Cette situation découle du fait que plus de 90 % des vétérinaires exerceront une profession libérale dont les objectifs sont traditionnellement médicaux".

(MORNET - C.M.V. Specia)

rinaires de l'armée accèdent aux rangs les plus élevés et le praticien à la notabilité.

Que recouvre exactement cette notion de notabilité ? Pour l'agriculteur, la propriété du sol est signe de réussite sociale. Or le praticien, souvent issu de la bourgeoisie rurale appartient à cette classe qui possède la terre. Il en retire un certain prestige. Universitaire, il hérite du prestige lié au savoir. Issu du milieu rural, il en connaît les traditions et les valeurs (la société rurale est une société traditionnelle) et saura s'y conformer, voire les entretenir. Cette convergence lui confère une place spéciale dans le village. En conséquence, on peut opposer ces "nouveaux notables" du milieu rural, dont le vétérinaire, aux Clercs. En ce sens, il est jugé comme le porteur des "idées nouvelles", celles de la Révolution génératrices de progrès. Le vétérinaire se verra assigner, à partir de sa position marginale (*) dans la société paysanne, un rôle d'innovateur usant de la confiance dont il jouit auprès des éleveurs. Ce progrès est perçu comme venant de la ville. C'est dans les villes, en effet, que la bourgeoisie réalise les principales innovations, les changements les plus importants. Le praticien assure un rôle de médiation entre la ville et la campagne, entre la bourgeoisie et les masses paysannes. Il est souvent le représentant élu de ces masses

(*) Il occupe une position marginale comme tous les autres notables : médecin, pharmacien, notaire... Marginaux, ils se retrouvent dans les mêmes lieux, cercles. Ils partagent un même mode de vie qu'illustre un certain nombre d'habitudes comme la traditionnelle partie de bridge !

paysannes qu'il cotoie quotidiennement dans le nouveau système politique, la démocratie parlementaire. Le vétérinaire accédant à la notabilité s'est vu décerner en tant que tel et de par la place qu'il occupe dans le milieu un rôle social, une fonction intellectuelle et de représentation. Issu de la bourgeoisie, il fait partie de cette couche d'intellectuels qui collaborent étroitement avec elle dans l'instauration de la république bourgeoise. Ainsi, le parti radical-socialiste recrutera l'essentiel de ses cadres dans les professions influentes du monde rural : docteur-vétérinaire, pharmacien, notaire, instituteur.

DEUXIEME CHAPITRE

LES INTELLECTUELS LIBERAUX

A - Introduction.

Le XIXe siècle a vu la bourgeoisie issue du développement du commerce et de la manufacture détruire peu à peu les structures féodales et fonder progressivement un nouveau mode de production : le mode de production capitaliste. Elle trouve devant elle, en plus de la classe des aristocrates, les clercs intellectuels de l'aristocratie foncière. Cette bourgeoisie va se pourvoir de différentes couches intellectuelles nécessaires à l'exercice des fonctions d'organisation et de direction du domaine économique et culturel et des fonctions d'hégémonie et de domination dans le domaine politique. C'est dans ce contexte que nous analyserons le développement de la profession vétérinaire libérale et le rôle du praticien en tant qu'intellectuel libéral.

Selon GRAMSCI (8), l'intellectuel est défini par la place qu'il occupe et la fonction qu'il remplit dans l'ensemble des rapports sociaux. "Chaque groupe social, naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle, dans le monde de la production économique, crée en même temps que lui, organiquement une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique

et social..." Les affrontements entre deux types d'intellectuels, clercs et intellectuel libéral, par exemple, caractérisent les luttes politiques marquant le passage d'un mode de production à l'autre (du mode féodal au mode capitaliste par exemple). Les uns qui par l'évolution du mode de production sont en phase ascendante les autres dans une phase descendante car ils perdent leur poids économique et politique. Les premiers sont les intellectuels organiques de la classe au pouvoir, les autres sont les intellectuels traditionnels car issus du mode de production antérieur.

B - Les intellectuels libéraux.

Les intellectuels dits organiques peuvent préexister en tant qu'intellectuels à l'évènement du mode de production auquel ils seront organiquement liés. Leur poids économique et politique augmentera au fur et à mesure que la classe sociale dominante dont ils seront les intellectuels accède au pouvoir. Les intellectuels dits traditionnels peuvent survivre au mode de production dont ils sont issus, cependant leur rôle et leur importance se modifient : le nouveau pouvoir politique peut tendre soit à les faire disparaître, soit à les assimiler. C'est dans le cadre d'un processus historique qu'il faut restituer cette substitution ; les rapports de force entre ces deux types d'intellectuels évoluent avec la modification des structures socio-économiques.

Avec la révolution bourgeoise sont ainsi apparus les intellectuels libéraux, en majeure partie les membres des profes-

sions libérales : juristes, médecins, vétérinaires, pharmaciens, notaires, auxquels on peut ajouter les professeurs. Ils sont les intellectuels de la bourgeoisie libérale. Ils préexistent à la révolution bourgeoise en tant que médecin ou vétérinaire mais ne joueront une fonction intellectuelle qu'en tant qu'intellectuels organiques de cette bourgeoisie. Le praticien vétérinaire sera en général issu de la bourgeoisie rurale.

Ainsi, d'après BON et BURNIER (2) :

"Une fois le danger de la restauration écarté, la IIIe République s'installe et s'affirme définitivement une république bourgeoise. En même temps qu'elle affermit son pouvoir sur la société, elle amène à la surface une couche intellectuelle nouvelle : juristes, médecins, professeurs, notaires, pharmaciens (vétérinaires)... dont l'importance ne cesse de croître. En lutte contre les conceptions plus traditionnalistes qui régnaient auparavant, cette couche remplace progressivement les anciens notables, conquiert le Parlement..."

Cette catégorie d'intellectuels ne possède que rarement les moyens de production. De par leur fonction et leur culture, ils sont aptes à l'organisation de la société bourgeoise. Issus d'elle, ils en sont solidaires dans la mesure où ils jouent un rôle prépondérant dans son élaboration et sa défense. Ce n'est pas d'ailleurs leur qualification professionnelle qui leur confère certaines fonctions mais leur culture, leur mode de pensée, d'expression (éloquence), leur prestige, leurs relations. Ces intellectuels issus de la phase ascendante de la bourgeoisie sous l'Ancien Régime, ont le sentiment d'incarner une certaine continuité historique. Ceci est d'autant plus net que leur profession préexis-

te très souvent à leur fonction d'intellectuel libéral : ils se sentent parfaitement capables d'accéder au poste d'intellectuel dominant, en raison de leur savoir, de leur passé social, de leurs traditions idéologiques aussi. "Elles peuvent se réclamer de la philosophie des lumières, de la totalité ou d'une partie du legs de la Révolution Française, et d'une longue lutte pour le libéralisme ou pour la République". (BON et BURNIER : "Les nouveaux intellectuels").

Leur fonction dirigeante dans la république bourgeoise repose sur deux nécessités : le fonctionnement du régime parlementaire de démocratie politique et la socialisation des masses paysannes atomisées. Soucieuses de préserver leur position privilégiée, les couches intellectuelles seront par la suite très souvent un élément important de résistance au changement.

Par l'enseignement, creuset de la couche dominante, qu'ils reçoivent, ils ont accès à la culture de l'époque sous tous ses aspects, scientifiques, littéraires. Leur diplôme est la consécration du savoir et ils en retirent un certain pouvoir, c'est-à-dire le droit de collaborer à l'organisation de la société. Enfin, ils vont assurer un rôle de médiation (le vétérinaire notable du milieu rural) entre les masses paysannes et la bourgeoisie au pouvoir. C'est ainsi qu'ils vont contribuer à la décentralisation du système politique (le régime parlementaire) usant de la multiplicité de leurs relations personnelles. La profession vétérinaire a toujours eu un grand nombre d'élus à des fonctions politiques diverses, municipales, cantonales, législatives.

"Le praticien rural participe très activement à la vie politique et sociale de sa région. La liste des vétérinaires exerçant des mandats de député, sénateur, conseiller général, maire ou adjoint au maire comporte plus de quatre cents noms et le nombre des conseillers municipaux n'a jamais été évalué. On peut dire qu'un vétérinaire sur 10 a une fonction électorale politique. le praticien rural anime par ailleurs de nombreuses sociétés à vocation culturelle, agricole ou sportive. Beaucoup de vétérinaires ruraux ont été les fondateurs d'organismes tels que la mutualité agricole, le crédit agricole, les coopératives agricoles".
(A. DUPONT - La médecine des animaux de vente et d'élevage - "Vétérinaires de France".)

Leur contact permanent avec les masses paysannes concourt à assurer la stabilité du régime politique, en particulier en soustrayant les masses paysannes de l'emprise absolue de l'église d'abord hostile à l'individualisme libéral.

L'intervention de l'Etat dans le secteur agricole n'est jamais politiquement neutre. Au contraire, cette intervention est l'aboutissement d'un calcul politique mais il faut que cette intervention ne paraisse pas une manipulation. D'où le rôle important joué par l'idéologie et par les vecteurs de cette idéologie. Les vétérinaires, par la place qu'ils occupent dans le milieu rural (notables) ont joué ce rôle de vecteur de l'idéologie bourgeoise.

Conclusion.

Le vétérinaire libéral, par sa place dans le milieu rural, a joué un rôle essentiel dans ce milieu, comme les intellectuels libéraux, intellectuels organiques de la bourgeoisie, ont organisé aux niveaux économique, social, culturel et politique la direction et la domination de la classe bourgeoise sur l'ensemble de la société.

CHAPITRE TROISIEME

ETHIQUE PROFESSIONNELLE ET IDEOLOGIE DOMINANTE

A - Introduction.

Historiquement la profession s'est vue décerner un certain nombre de tâches administratives qui avaient déjà permis au praticien d'accéder à un statut social plus enviable. La loi du 21 juillet 1881 sur le monopole des maladies contagieuses peut être considérée comme la véritable charte sanitaire de la profession. Pourtant, il faudra attendre les années 1950 pour que se précise, avec l'établissement des programmes de prophylaxie contre la tuberculose et la fièvre aphteuse, un programme d'action sanitaire collective.

Pendant tout ce temps la profession s'est cantonnée dans une pratique individuelle de la médecine. Certes les problèmes abordés avec l'éleveur dans le cadre de l'appel n'étaient pas uniquement des problèmes médicaux individuels. Cependant la médecine dispensée par le praticien dans le cadre d'un appel individualisé est restée individuelle et curative. Il s'agit d'une médecine qui cherche avant tout à sauver l'animal malade et qui n'envisage l'abattage que comme un aveu d'impuissance. Pourquoi n'avoir pas défini une médecine collective et préventive qui n'aurait fait de l'intervention médicale et individuelle qu'un élément partiel de l'activité vétérinaire intervenant dans la mesure où les mesures

d'hygiène et de prophylaxie auraient échoué ? D'après E.

LECLAINCHE (5) : "Les vétérinaires n'ont pas réussi à imposer de façon générale leur participation à l'organisation de l'élevage. Alors que la "Zootechnie" est née dans les Ecoles Vétérinaires qui seules l'ont enseignée pendant près d'un demi-siècle, elle a été négligemment abandonnée aux agronomes que rien ne désignait pour cette mission. L'orientation médicale exclusive donnée à l'enseignement vétérinaire dans la période qui s'étend de 1830 à 1860 explique au moins en partie une abdication certainement regrettable".

Le débat entre défenseurs d'une médecine individuelle et curative et partisans d'une médecine collective et préventive est un très vieux débat. En 1921 déjà, François BRETON (10), président du S.N.V.F. déclarait :

"Le rôle de vétérinaire en tant que guérisseur ne peut que diminuer de jour en jour ; le développement de l'hygiène auquel nous contribuons, la prophylaxie des maladies infectieuses par les vaccins et les sérums immunisants, l'instruction de plus en plus développée des propriétaires d'animaux, ont pour conséquence un meilleur état sanitaire, un pourcentage restreint de malades. Les vétérinaires de l'avenir devront être, non seulement des médecins, des guérisseurs, mais surtout des hygiénistes et des ingénieurs des industries animales. Voilà un titre nouvellement venu, mais que dorénavant vous entendrez prononcer souvent. Il épouvante quelque peu les traditionnalistes, mais il exerce une influence magique sur l'esprit des novateurs. C'est dans les industries animales qu'est l'avenir de la profession vétérinaire".

Cette éternelle querelle entre ingénieurs et médecins pose le problème des rapports de l'éthique professionnelle avec l'idéologie dominante et le système économique en place. D'après

E. LECLAINCHE, au lendemain de la création de l'enseignement vétérinaire, la plupart des pays envisageait la création d'un service d'Etat chargé à la fois des tâches administratives et de l'assistance vétérinaire. Presque tous abandonnèrent cette idée, et d'après E. LECLAINCHE (5), en raison à la fois des dépenses à prévoir et du développement de la libre pratique favorisée par une longue période de prospérité économique. En réalité est-ce que, historiquement, le problème était de choisir entre une médecine individuelle et collective, entre un service d'Etat ou une organisation libérale de la profession ? Est-ce que la médecine vétérinaire est devenue une médecine essentiellement individuelle influencée en ce sens par la médecine humaine ? La profession vétérinaire doit-elle uniquement son accession au statut libéral, le praticien son accession à la notabilité au prestige lié à l'acte de guérir ? Si la médecine humaine elle-même est une médecine essentiellement individuelle et curative, n'a-t-elle pas été influencée en ce sens par l'idéologie libérale ? Nous touchons là aux limites de l'analyse si nous ne remplaçons pas la profession vétérinaire, comme les autres professions libérales, dans le cadre du libéralisme en tant que doctrine socio-économique.

B - BASES THEORIQUES D'UNE MEDECINE COLLECTIVE ET PREVENTIVE.

Il est intéressant de constater que très tôt ont été élaborées les bases d'une autre médecine vétérinaire, collective et préventive.

E. LECLAINCHE (5), dans son ouvrage sur l'Histoire de la Médecine Vétérinaire proposait déjà en 1936 une orientation nouvelle de la médecine vétérinaire :

"La socialisation, progression de la médecine vétérinaire est imposée par la nature et l'importance des fonctions qui lui sont dévolues. Elle résulte de cette donnée essentielle que la médecine vétérinaire doit être avant tout préventive. Le traitement n'intervient que pour réparer une lacune de nos connaissances, une erreur ou une omission dans leur utilisation..."

"Comment discerner les règles de cette prophylaxie systématique et régler les conditions de leur application ? De la solution donnée à cette question dépend le concept d'une organisation rationnelle de la médecine vétérinaire..."

"Simple chose entre les mains de l'Homme, l'animal peut être soustrait à toutes les causes connues de la maladie. Les règles de l'hygiène, qui se confondent avec celles de la médecine préventive interviennent dans la procréation pour déterminer le choix des géniteurs avec toutes les simplifications et les possibilités de la fécondation artificielle. Il existe une hygiène de la gestation et de l'accouchement et une protection efficace est assurée au jeune pendant la période si trouble du premier âge. Plus tard, les dangers inhérents aux conditions artificielles de vie, de production et de travail imposées aux animaux seront évitées en grande partie".

"On est contraint de reconnaître que l'élevage sous tous ses aspects et à toutes ses périodes, se confond avec l'hygiène, c'est-à-dire la médecine préventive, qu'il s'agisse de la génétique, de l'alimentation et de l'entretien des animaux de toutes espèces, à tous les âges et dans toutes les conditions. Il ne suffit pas de constater que l'élevage est économiquement impraticable en dehors des règles de la médecine préventive, il faut reconnaître que l'élevage n'est autre chose que l'hygiène en action (...), les prémisses (...) impliquent une surveillance permanente exercée sur place par des agents capables de donner à l'éleveur en toutes circonstances des conseils autorisés."

"Il est évident que cette entreprise générale de médecine préventive ne constitue pas autre chose qu'une assistance étendue à toutes les opérations de l'élevage dans le cadre de l'économie rurale".

Pour compléter cette approche d'une médecine vétérinaire collective et préventive citons PAVLOV (5) : "Zooprophylaxie et économie rurale sont indissociablement liées. Le contraire serait un non-sens. De même nous ne comprendrions pas une médecine sociale qui ne tiendrait pas compte des facteurs sociaux intimement liés au développement des maladies sociales."

Pourquoi la médecine vétérinaire collective et préventive qui a eu très tôt dans l'histoire ses défenseurs et ses théoriciens ne s'est pas imposée à une médecine individuelle et curative ? Le contexte dans lequel s'exerçait la médecine vétérinaire fournit une réponse : la production était dispersée dans le cadre de petites unités à spéculation multiple ; les éleveurs ne disposaient que d'une faible technicité et conduisaient empiriquement leur élevage ; l'animal, dans le cadre de l'exploitation familiale a une grande valeur foncière et affective ; enfin l'éleveur était dans un état de dépendance, surtout technique, vis-à-vis du vétérinaire.

Ce contexte a modelé l'exercice de la médecine vétérinaire qui s'est harmonisé aux structures agricoles. Les structures agricoles sont héritées de la révolution bourgeoise de 1789, en particulier la définition de la propriété familiale du sol reconnue dans le Code Civil ; elles sont le fruit du libéralisme économique caractérisé par l'appropriation individuelle de moyens de production dispersés en petites unités. Le praticien va donc devoir répondre à des appels séparés relevant d'agriculteurs indépendants ; sa médecine sera une médecine individuelle. La polyva-

lence des problèmes abordés par le praticien découle de la multiplicité des spéculations d'une exploitation de polyculture-élevage ; le praticien est un généraliste. La faiblesse des effectifs d'animaux de même espèce diminue l'importance des épidémies et des maladies contagieuses. Enfin l'éleveur se pose en termes imprécis la question du coût de l'intervention du vétérinaire ; il s'agit de sauver un animal qui représente une grande partie du capital foncier de l'exploitation. La médecine est donc curative.

C - Ethique professionnelle et idéologie dominante.

On voit bien que face à des structures agricoles issues elles-mêmes du développement du libéralisme économique que la médecine vétérinaire ne pouvait être qu'individuelle et curative. Les premiers théoriciens de la médecine collective et préventive avaient perçu qu'il pouvait exister une autre médecine vétérinaire disposant des conditions techniques (vaccins...) nécessaires, mais n'avaient pas compris que seules des structures socio-économiques différentes pouvaient l'imposer. Aujourd'hui avec l'augmentation de la taille des élevages et leur spécialisation, la question d'une médecine vétérinaire collective et préventive se pose en termes nouveaux. Or l'idéologie est organiquement liée à la nature du système socio-économique et l'éthique professionnelle est sécrétée par l'idéologie dont elle n'est qu'un aspect :

"L'idéologie concerne le monde dans lequel vivent les hommes, leurs rapports à la nature, à la société, aux autres hommes, à leur propre activité, y compris leur activité économique et politique... L'idéologie est à

tel point présente dans toutes les activités des agents qu'elle est indissociable de leur expérience vécue". (Nicos POULANTZOS) (37).

Ainsi, au libéralisme, système socio-économique précis, correspond une idéologie libérale à laquelle appartient l'éthique libérale de l'exercice de la médecine vétérinaire. La nature des rapports qu'entretiennent praticiens et éleveurs dans le cadre de l'exercice libéral de la médecine vétérinaire est directement inspirée de cette idéologie libérale dominante.

D - Conclusion.

Nous sommes aujourd'hui dans une période de transition. L'exercice dit libéral de la médecine vétérinaire l'est de moins en moins, il est de plus en plus mixte car le praticien remplit une fonction publique dans une partie de ses attributions. Les conditions économiques changent, les structures agricoles évoluent, les conditions de la diffusion du service vétérinaire aussi. Plus on s'éloigne des structures libérales de l'économie, plus il sera difficile et erroné de diffuser le service vétérinaire sur un mode libéral. L'apparition et la multiplication des salariés vétérinaires tendent à prouver que le salariat est la nouvelle forme de plus en plus adaptée au système économique actuel pour la diffusion de ce service. Il est intéressant de noter qu'outre les professions libérales, toutes les professions indépendantes, petites entreprises industrielles, petit commerce, petits paysans, telles qu'elles sont issues du libéralisme se trouvent aujourd'hui menacées par le développement du mode de production capitaliste qui se

caractérise par une concentration et une restructuration des moyens de production. Ainsi G. LE BERRE, dans un éditorial du Bulletin du Syndicat National des Vétérinaires Français intitulé "Pourquoi dramatiser" saisit cet aspect du problème sans en percevoir l'explication : "d'ailleurs sommes-nous plus malheureux et plus menacés que d'autres ? Regardons autour de nous : les artisans, les commerçants sont grevés d'impôts, les grandes surfaces de vente font une concurrence insensée aux petits et moyens commerçants. Chez les artisans, les petites et moyennes entreprises sont dévorées par les grosses. Les cultivateurs et plus encore les éleveurs ne parlent que de leur détresse".

Le rôle du praticien va se modifier. La nature même de son travail va changer. Il risque d'être de plus en plus cantonné dans des tâches d'exécution qui lui seront imposées par son voisinage avec le secteur salarié de la profession et par sa fonction publique.

T r o i s i è m e P a r t i e

L'EXERCICE LIBERAL DE LA MEDECINE VETERINAIRE

En l'absence d'une charte de la médecine vétérinaire, nous aurions pu avoir recours au Code de Déontologie. Or, nous avons vu qu'aujourd'hui le statut du praticien ne relève plus uniquement du libéralisme. Afin de redéfinir plus rigoureusement l'exercice libéral de la médecine vétérinaire, nous l'avons **replacé** dans le cadre historique du libéralisme économique. Ceci nous permet de différencier ce qui appartient en propre à l'exercice libéral et répond aux lois du libéralisme et ce qui correspond aujourd'hui à un autre statut du praticien vétérinaire.

Nous considérons l'exercice libéral de la médecine vétérinaire comme le mode libéral de production des activités vétérinaires. Il définit l'organisation des rapports économiques entre le producteur du service, le praticien vétérinaire, et les utilisateurs de ce service, les éleveurs. Il répond théoriquement, nous en verrons les limites, aux lois du libre exercice de l'offre et de la demande, de la libre concurrence, mécanisme régulateur, et du profit individuel, mécanisme moteur.

Ainsi l'exercice libéral de la médecine vétérinaire se définit par les conditions dans lesquelles le praticien rend son service et par les règles qui président dans ce cadre aux rapports entre le praticien et son client. Ces rapports sont très individualisés ; nous les avons définis à propos du contrat tacite de soins.

La liberté de prescription, le secret professionnel sont les garants de l'indépendance technique du praticien dans la délivrance de son service.

Nous définirons donc l'exercice libéral de la médecine vétérinaire par :

1) des principes ayant trait à l'exercice lui-même :

- la liberté d'installation du vétérinaire,
- la liberté du choix du vétérinaire par le client,
- la liberté de prescription,
- le secret professionnel.

Le Code de Déontologie aborde ces différents principes, en définit même certaines modalités d'application.

2) un principe ayant trait à la rémunération du praticien : il caractérise les conditions d'échange, de marchandage du service proposé par le praticien. Son mode est le paiement direct des honoraires par l'éleveur responsable de l'appel au praticien. Ce paiement s'effectue à l'acte.

Dans la notion d'exercice libéral de la médecine vétérinaire sont ainsi rattachés des principes garantissant théoriquement la qualité de la médecine et d'autres définissant le revenu du praticien. Présenter l'exercice libéral comme la garantie d'une médecine de qualité alors qu'il est aussi, ou surtout, celle des revenus du praticien est une tromperie. Cette confusion au niveau des principes porte à croire que les intérêts de l'éleveur et du praticien sont identiques ou confondus dans l'acte médical.

P R E M I E R C H A P I T R E

LA LIBERTE D'INSTALLATION

A - Définition.

a) Déontologie vétérinaire et liberté d'installation.

Le Code de Déontologie définit le protocole de l'installation.

ARTICLE 18 : "Le vétérinaire s'installant, doit rendre visite au Directeur Départemental des Services Vétérinaires, au délégué départemental du Conseil Régional le plus proche de son domicile et aux confrères voisins. Il lui est recommandé de faire une visite au président du Syndicat Départemental des Vétérinaires".

Si le vétérinaire ou Docteur-Vétérinaire postule ou remplit une fonction publique, il devra, selon l'article 57 du Code se conformer aux textes législatifs et réglementaires, notamment être inscrit au Tableau de l'Ordre. C'est le cas de tous les praticiens soucieux d'exécuter les interventions de prophylaxie obligatoire. L'article 309 du Code Rural précise :

"Tout vétérinaire ou Docteur-Vétérinaire désirant exercer sa profession est tenu, dans le mois qui suit son établissement de faire enregistrer, sans frais, son diplôme à la Préfecture de son département et au Greffe du Tribunal de Grande Instance de son arrondissement. L'enregistrement du diplôme doit être obligatoirement suivi, dans le délai de 6 mois, de la production d'un Certificat d'inscription au Tableau de l'Ordre des Vétérinaires. Le fait de porter son domicile dans un autre département oblige à un nouvel enregistrement du diplôme dans le même délai".

Le Code de Déontologie formule certaines limitations à cette liberté d'installation. Ainsi dans l'Article 31 :

"Sauf convention entre les intéressés, il est interdit à un Vétérinaire de s'installer, de s'associer à un confrère, de reprendre une clientèle ou d'exercer comme aide ou remplaçant dans un rayon de moins de 30 km du cabinet vétérinaire où il a été appelé à exercer à titre de remplaçant, aide stagiaire ou associé. La période d'interdiction court du lendemain où cette activité a pris fin. Elle est de deux ans si une ou plusieurs de ces fonctions ont été exercées entre 30 et 90 jours. Elle est de cinq ans si cette durée est supérieure à 90 jours..."

ARTICLE 64 : "Le vétérinaire qui, pendant une durée au moins égale à 6 mois a exécuté à titre exclusif, pour le compte de l'Etat des interventions ou traitements imposés, contrôlés ou financés par l'Administration, ne pourra s'installer à son compte ou exercer comme aide ou remplaçant pendant une durée de cinq ans à compter du jour où il aura cessé ses fonctions dans le ou les départements où il a opéré sans avoir sollicité et obtenu au préalable par décision motivée, l'autorisation du ou des conseils régionaux intéressés".

Dans son article 21, le Code définit l'esprit dans lequel l'installation doit s'effectuer et condamne certaines pratiques pouvant favoriser l'implantation d'un vétérinaire au détriment des confrères en place :

"En aucun cas le vétérinaire ne doit solliciter une clientèle par des rabais de tarifs ou des promesses d'avantages pécuniaires ou autre".

b) Liberté d'installation. Loi de l'offre et de la demande.

Se référant au Code de Déontologie, l'implantation des Vétérinaires en France est libre. Les limitations formulées dans le Code peuvent être perçues autant comme des garanties que comme des limitations. Le jeune vétérinaire peut s'installer n'importe où s'il respecte ces règles de déontologie.

Comme le dit HELFRE : "Il n'y a pas de secteur réservé", et selon lui l'implantation des vétérinaires est surtout la conséquence de la libre concurrence et de la loi de l'offre et de la demande. Il faudrait, à notre sens, ajouter la notion de profit qui s'accommode fort bien des précédentes. Plus la densité des bovins est grande, plus le nombre des vétérinaires est grand, plus le périmètre de la clientèle diminue, dit HELFRE. Il faudrait une analyse géographiquement détaillée pour faire percevoir les inégalités ou l'existence de zones particulièrement défavorisées. Les conditions de vie, la proximité de grands centres influencent aussi l'implantation des vétérinaires.

c) Liberté d'installation et cabinets de groupe.

En précisant les conditions dans lesquelles les vétérinaires et docteurs-vétérinaires peuvent s'associer pour l'exercice de leur activité professionnelle, le Code de Déontologie tend à préserver la liberté d'installation du jeune vétérinaire. En limitant le nombre des associés à 5 (article 45), en interdisant, dans ce même article, toute disposition susceptible "de donner à l'association le caractère de trust", le Code de Déontologie vise-rait à préserver géographiquement cette liberté d'installation.

Cette protection de la liberté d'installation reste bien théorique. L'association de praticiens, même limitée à 5 membres peut permettre à certains vétérinaires de se garantir contre l'implantation de nouveaux vétérinaires et protéger par là leur rayon d'action et leur clientèle.

B - Analyse critique.

a) Liberté d'installation et clientèle.

La liberté d'installation est, pour le jeune vétérinaire, la liberté de créer, d'"acheter" une clientèle, ou de participer à un cabinet de groupe.

Système de plus en plus généralisé, l'association impose à cette liberté une limitation supplémentaire. L'association répond à un certain nombre de nécessités qui ont trait à l'organisation du travail comme à celle des loisirs. On peut supposer que la plupart des jeunes vétérinaires conçoivent leur installation dans le cadre de groupes qui préexistent à leur installation. Ainsi la liberté d'installation devient de plus en plus la liberté d'accepter les conditions faites à l'intérieur des cabinets de groupe. A la limite, la multiplication de ces cabinets de groupe (le nombre de leurs membres risque un jour prochain d'être supérieur à 5 contrairement à ce qui est prévu actuellement dans le Code de Déontologie) confère aux gens en place un pouvoir certain de contrôle de l'implantation vétérinaire et réduit la liberté d'installation. Plus que le nombre de praticiens exerçants dans un canton, l'existence même d'une association et les conditions d'insertion dans cette association d'un jeune vétérinaire peuvent limiter sa liberté d'installation.

Annexe sur la notion de clientèle. Selon le Code de Déontologie :

"La clientèle du vétérinaire est constituée par l'ensemble des personnes qui lui confient habituellement les soins médicaux et chirurgicaux à donner à leurs animaux. Elle n'a pas de caractère de territorialité". (Article 16).

La clientèle du praticien est constituée : d'une part d'un noyau fixe représenté par les personnes ayant un intérêt purement matériel à faire appel à ses soins en raison principalement de la proximité de leurs domiciles respectifs assurant ainsi au client un service plus rapide et moins coûteux ; d'autre part d'un ensemble variable qui n'est pas transmissible dans le cadre de la cession d'une clientèle car un éleveur peut faire reposer sa confiance sur des qualités professionnelles mais aussi sur d'autres critères. Plus précisément, un vétérinaire a, pour s'attacher la confiance des gens, différentes possibilités et tous les praticiens n'utilisent pas les mêmes. Des critères purement individuels interviennent à ce niveau.

Trois textes du Code Civil définissent l'impossibilité de vendre purement et simplement une clientèle. D'après les articles 1598, 1128, 1131, on ne peut vendre ni les choses hors commerce, ni celles dont l'aliénation est interdite par la loi. La clientèle vétérinaire n'est pas un objet dont l'aliénation est interdite par la loi, mais les tribunaux considèrent qu'elle est aliénable puisqu'elle repose en partie sur la confiance. La confiance est une chose hors commerce. Sa vente est nulle de droit,

Généralement on contourne la loi par l'intermédiaire, d'une part d'un contrat dans lequel, moyennant une certaine somme d'argent, un vétérinaire s'engage à ne plus exercer, fut-ce par personne interposée, sur un territoire défini, et à présenter son successeur, d'autre part d'une vente de biens meubles et immeubles. On se met dans ce cas un peu en défaut avec la déontologie qui ne

reconnaît pas le caractère de territorialité à la clientèle mais on se met en accord avec le droit. Les intérêts de la profession sont sauvegardés ainsi que la morale ! Il n'en demeure pas moins que dans la réalité, cette notion de confiance à laquelle on a si souvent recours pour exalter les professions libérales se retrouve mise sur le marché ! Dans le "rachat" d'une clientèle, le nouveau vétérinaire, le plus souvent, reprend d'une manière implicite le mandat sanitaire de son prédécesseur et de ce fait se lie un certain nombre d'agriculteurs. C'est tellement dans l'habitude que le contraire serait interprété comme une atteinte à la qualification, voire à l'honneur. Cette spéculation sur la confiance accordée par l'éleveur est une grande faille dans l'idéologie libérale pourtant moralisatrice à souhait !

Enfin la notion de clientèle par elle-même et à plus forte raison sa commercialisation ne sont-elles pas des entorses graves aux principes du libéralisme ? L'existence même de la clientèle, la reconnaissance de cette notion de clientèle et sa réalisation dans les faits compromettent le libre exercice des principes du libéralisme : libre concurrence, loi de l'offre et de la demande. Ces principes disparaissent en grande partie dans le cadre de la clientèle et de nouvelles règles du jeu s'instaurent entre le praticien et son client.

b) Liberté d'installation et concurrence.

La libre concurrence, la loi de l'offre et de la demande, parce qu'elles sont animées par la recherche du profit individuel, ont des conséquences rarement évoquées.

Certains départements français sont mieux desservis que d'autres. Or, force est de noter que ce sont les régions déjà les plus déshéritées qui seront les moins bien desservies et qu'inversement ce sous-équipement vétérinaire contribue à la décadence de l'agriculture dans ces régions et participe au processus de désertification. Portons l'analyse sur la répartition de l'implantation vétérinaire en France suivant les départements et ses conséquences sur la qualité du service rendu par le praticien.

Quels en sont les éléments ? La densité du cheptel, la densité des vétérinaires. Certes, plus la densité du cheptel est grande, plus le nombre des vétérinaires est grand et plus le périmètre de la clientèle est réduit, mais ces différents éléments n'ont, dans leur variation relative, aucune proportionnalité. Le nombre de bovins par clientèle n'est pas un élément satisfaisant à lui seul. Il n'illustre pas les conditions de travail.

Dans certaines régions, d'autres élevages comme l'élevage du mouton dans les Basses-Alpes, par exemple, peuvent constituer le support de l'activité vétérinaire. L'élément le plus intéressant reste le nombre de vétérinaires par département. Il est le plus représentatif de la répartition de l'implantation vétérinaire et le plus évocateur des conditions dans lesquelles est rendu le service vétérinaire. Nous classons les départements suivant trois types :

- ceux à faible densité vétérinaire et faible densité du cheptel.

Exemples: Drôme, Ardèche, Basses-Alpes, Hautes-Alpes,

- ceux à faible densité vétérinaire et plus forte densité du cheptel. Exemples: Lozère, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Aveyron
- ceux à forte densité vétérinaire et forte densité du cheptel :
Exemples: Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Vendée, Saône-et-Loire.

Examinons ces trois cas. (1)

1) Départements à faible densité en vétérinaires et en cheptel.

Exemples choisis :

Basses-Alpes : 8 vétérinaires, 9 960 bovins, 255 500 ovins.
Hautes-Alpes : 10 vétérinaires, 34 000 bovins, 224 000 ovins.
Drôme : 17 vétérinaires, 56 600 bovins, 174 000 ovins.
Ardèche : 14 vétérinaires, 61 300 bovins, 104 400 ovins.

Donc : Basses-Alpes,	1 vétérinaire pour	1 200 bovins,	28 200 ovins
Hautes-Alpes,		3 400 bovins,	22 400 ovins
Drôme,		3 300 bovins,	10 200 ovins
Ardèche,		4 400 bovins,	7 400 ovins

On constate une faiblesse relative du cheptel bovin par rapport à la moyenne nationale, 1 vétérinaire pour 4 600 bovins, surtout dans le cas des Basses-Alpes. Cette faiblesse est compensée par l'importance du cheptel ovin. La situation des vétérinaires dans ces départements est donc relativement bonne. Or ce sont des départements plutôt montagneux ; les conditions de travail y sont peu favorables. Avec le faible nombre de vétérinaires, le périmètre des clientèles s'accroît considérablement et l'impor-

(1) Remarque : Notre numération des vétérinaire ruraux est légèrement approximative. Nous avons utilisé l'Annuaire Vétérinaire ROY de 1970 (43e édition). Quant aux chiffres relatifs à la densité du cheptel (au 1 Novembre 1967) nous les avons relevés dans les tableaux de l'Agriculture Française et Européenne (Revue "Paysans" n° 73 et 74). Malgré de légères imprécisions ces chiffres permettent une illustration correcte de l'implantation vétérinaire par rapport à celle du cheptel.

tance des déplacements aggrave les conditions de travail, augmente le coût des interventions. Dans ces départements le libre choix du vétérinaire ne peut s'exercer vu la dispersion de la répartition des vétérinaires et les conditions de travail compromettent la qualité du service rendu par le vétérinaire. Notons que la densité relative en cheptel par rapport à celle en vétérinaires est tout à fait favorable aux vétérinaires qui ont leurs revenus garantis.

2) Départements à faible densité vétérinaire et plus forte densité en cheptel.

Lozère	: 10 vétérinaires,	91 200 bovins,	192 000 ovins
		1 pour 9 100	1 pour 19 200
Cantal	: 33 vétérinaires,	366 000 bovins,	78 000 ovins
		1 pour 11 000	1 pour 2 300
Haute-Loire	: 31 vétérinaires,	196 000 bovins,	157 000 ovins
		1 pour 6 000	1 pour 5 000
Puy-de-Dôme	: 48 vétérinaires,	316 000 bovins,	170 000 ovins
		1 pour 6 500	1 pour 3 400
Aveyron	: 48 vétérinaires,	340 000 bovins,	768 000 ovins
		1 pour 7 000	1 pour 16 000

Cette catégorie intermédiaire aggrave les défauts de la catégorie précédente. Remarquons l'importance des clientèles.

3) Départements à forte densité de vétérinaires et de cheptel.

Côtes-du-Nord	: 80 vétérinaires,	515 000 bovins,	634 500 porcins
		1 pour 6 500	1 pour 8 000
Finistère	: 71 vétérinaires,	542 000 bovins,	650 000 porcins
		1 pour 7 600	1 pour 9 200
Ille-et-Vilaine	: 81 vétérinaires,	553 500 bovins,	414 000 porcins
		1 pour 6 800	1 pour 5 100
Mayenne	: 74 vétérinaires,	570 000 bovins,	218 000 porcins
		1 pour 7 700	1 pour 3 000
Vendée	: 83 vétérinaires,	552 700 bovins,	162 800 porcins
		1 pour 6 600	1 pour 2 000
Saône-et-Loire	: 96 vétérinaires,	521 900 bovins,	160 000 porcins
		1 pour 5 400	1 pour 1 600
		118 000 ovins	: 1 pour 1 200

Ces départements, apparemment mieux desservis ne peuvent être soustraits à la critique. Vu la forte densité en vétérinaires, le périmètre des clientèles sera plus restreint, la dispersion des vétérinaires plus faible. Le libre choix du vétérinaire par le client semble donc plus effectif, de meilleures conditions de travail devrait donc garantir la qualité du service. L'importante densité du cheptel nuance ces appréciations. On peut s'interroger, en raison de cette densité du cheptel, sur l'aptitude du praticien à pouvoir répondre, dans de bonnes conditions, à de trop nombreux appels. En outre, ces clientèles importantes, à périmètre réduit, sont des clientèles assez homogènes qui ne laissent pas s'exercer librement le choix du vétérinaire par le client. Un tel vétérinaire ne peut s'écarter de son périmètre sans compromettre des conditions de travail avantageuses lui permettant de répondre à de nombreux appels. Là où la libre concurrence pourrait être un stimulant de la qualité du service, elle ne s'exerce que fort peu.

Conclusion.

L'implantation des vétérinaires est peut-être proclamée libre ; elle n'en souffre pas moins de certaines restrictions. On peut supposer que les défauts signalés seraient amoindris si on multipliait le nombre des vétérinaires. Au delà du caractère quantitatif de cette répartition, c'est son caractère qualitatif qui est le résultat de la loi de l'offre et de la demande, de la concurrence et de la recherche du profit individuel. Une augmentation du nombre des vétérinaires dans les zones déshéritées ne pourrait

qu'améliorer la qualité du service vétérinaire, mais compromettrait le revenu des vétérinaires ayant fait le choix de s'installer dans ces zones. Nous avons pu remarquer que le revenu du praticien, dans le cadre de cette inégale répartition des vétérinaires selon différentes catégories de département était toujours garantie par l'importance des clientèles.

Quant à l'augmentation du nombre des vétérinaires en France, elle pose le problème du recrutement des Ecoles et celui du concours qui sélectionne les étudiants à leur entrée. Tous les problèmes se rejoignent. On trouve ici un témoignage du comportement très corporatiste de la profession qui, guidée étroitement par la défense des intérêts des membres en place, soumet ce recrutement au numerus clausus.

Enfin, cette répartition de l'implantation des vétérinaires compromet la qualité même de la médecine dispensée. Soumettre cette répartition à la libre recherche du profit individuel des membres de la profession, c'est oublier que la seule justification de l'organisation de la profession devrait être le souci de dispenser une médecine de qualité. On touche là au problème de l'organisation de la profession, mais aussi de la société. En effet, la répartition vétérinaire, en particulier dans les régions appauvries, est le résultat du jeu global de l'offre et de la demande. L'implantation du vétérinaire comme celle des autres secteurs d'activités étant essentiellement liée à des critères de profit, les régions agricoles appauvries sont désertées sans compensation. L'abaissement du revenu local, d'abord relatif car l'économie agricole ne suit pas le rythme de celle de la région ou de la nation,

puis absolu par suite du recul de l'espace exploité a pour conséquence directe la diminution du chiffre d'affaires du commerce local et du produit fiscal. On assiste alors à l'abandon des villages par le commerce de distribution qui devient rapidement itinérant et épisodique, à la diminution de l'encadrement sanitaire et à la réduction des équipements. On assiste simultanément à trois formes de dégradation : un appauvrissement général de la région, une diminution de l'apport de services que l'on ne retrouve que dans quelques bourgs ou villes (les distances entre usagers et lieu d'implantation des services, comme le service vétérinaire, s'accroissent), une simplification de la composition professionnelle et sociale de la population qui tend à se réduire à un seul secteur (agricole par exemple).

En conclusion, le principe de la liberté d'installation est doublement contestable. D'une part c'est une liberté en réalité illusoire. L'installation des vétérinaires en France ne fait que suivre les lois générales de l'économie dont nous avons décrit certaines conséquences. D'autre part, il existe une contradiction originelle entre ce principe auquel sont attachés les vétérinaires et le libre choix du vétérinaire par le client. La répartition des vétérinaires en France, telle que nous l'avons décrite, compromet ce libre choix.

DEUXIEME CHAPITRE

LE LIBRE CHOIX DU VETERINAIRE PAR LE CLIENT

A - Définition.

Qu'est-ce que choisir son vétérinaire ? C'est préférer et appeler de préférence un vétérinaire plutôt qu'un autre ; c'est lui accorder sa confiance. Le libre exercice du choix du praticien par l'éleveur suppose un certain nombre de conditions qui ont trait :

- au niveau de formation, aux capacités de jugement de l'éleveur, aux critères de son choix,
- à la répartition démographique des vétérinaires, nous l'avons étudiée avec la liberté d'installation, leur disponibilité, leur formation et spécialisation,
- à la concurrence qui s'exerce entre les vétérinaires,
- à leur mode de rémunération.

B - Les éléments psychologiques du choix.

Dans le choix du vétérinaire praticien interviennent différents critères personnels. Tel vétérinaire sera réputé sympathique, peu fier, dynamique... Tel autre est réputé bon praticien ou est tout simplement le plus proche !

Ces critères de jugement sont subjectifs. Ils offrent au praticien un certain nombre de moyens de pression qui déterminent assez artificiellement ce choix. Il est souvent fort diffi-

cile, pour l'élèveur, d'apprécier la compétence du praticien.

"Monsieur X... est très fort pour les accouchements" dira souvent l'élèveur qui se fiera à quelques actes où son jugement semble pouvoir s'exercer plus réellement dans le choix de son vétérinaire. Quand le choix est réalisé et satisfait du premier praticien, l'élèveur ne sera que très rarement tenté d'essayer un autre praticien. Encore faudrait-il se demander si le praticien fait toujours ce qu'il faut pour donner l'information nécessaire à l'élèveur ? Nous avons, dans notre analyse du contrat tacite de soins, signalé que l'indépendance du praticien était l'un des termes de ce contrat et que rien n'imposait au vétérinaire le partage de son savoir.

Illustrons par quelques exemples ce caractère artificiel du choix. Suivant le savoir-faire du praticien, l'évolution de la maladie sera favorable grâce à son intervention ou défavorable à cause de la gravité de cette maladie qu'il a pourtant correctement traitée ! Inversement l'animal, pourtant fort bien soigné, meurt des suites de la maladie. Le client mécontent pourra alors accuser à tort un praticien en réalité compétent. Prenons un autre exemple : l'injection intraveineuse d'un sel de calcium dans le traitement de la fièvre vitulaire ; si spectaculaire dans ses effets, cette injection confère au vétérinaire un prestige facilement acquis.

Comme le dit G. CARO dans son livre : "La médecine en question" : "le coeur a ses raisons que la raison ne connaît

pas..... ou l'exercice du libre choix !"

Libre choix et affabilité.

Dans un climat de concurrence, le praticien peut être amené à attacher toute son importance à certains facteurs psychologiques. L'accueil qu'il fera à un client, le comportement qu'il aura dans le cadre de son exercice professionnel sont autant d'éléments qui peuvent intervenir dans le choix du praticien par le client. Cette affabilité peut être suscitée par un climat de concurrence ; elle peut s'estomper lorsque le praticien est bien installé dans sa clientèle.

L'affabilité, caractère important puisqu'il marque profondément des relations de personne, peut tout aussi bien, de même que la disponibilité du praticien, s'exprimer dans un cadre différent de l'exercice libéral.

C - Libre choix et concurrence.

Nous avons vu que dans le libéralisme, la concurrence est le mécanisme régulateur de l'offre et de la demande. La libre concurrence est donc la condition première à l'exercice réel du libre choix.

Or dans notre analyse de la liberté d'installation du vétérinaire, nous avons constaté que dans le cadre du libéralisme, cette liberté d'installation contribuait à une répartition démographique des vétérinaires compromettant ce libre choix. Cette liberté de choix ne peut donc être que partielle.

Les revenus du praticien varient en fonction du nombre de ses clients et de ses actes. Un praticien peut alors être tenté de répondre à un nombre élevé d'appels et compromettre ainsi la qualité du service qu'il rend. Nous touchons là au problème de la libre concurrence et de la volonté de plaire à un client qu'il est important de s'approprier. Les certificats de complaisance ou les "entraves" à la législation sont des pratiques qui compromettent le libre choix du vétérinaire par un client qui n'aurait qu'une vue étroite de ses intérêts personnels. Dans un climat de concurrence, des vétérinaires peuvent être tentés de céder à ce type de moyen de pression.

Idéalement la libre concurrence peut être perçue comme le stimulant de la production d'un service de meilleure qualité, la qualité du service rendu assurant au praticien la sauvegarde de sa clientèle.

Le caractère subjectif des critères de jugement (les vétérinaires ont toujours privé les éleveurs de l'information qui aurait amélioré leur capacité de jugement) peut inciter le praticien à asseoir le contrôle de sa clientèle sur son "savoir-faire". Plutôt que de se faire reconnaître sur sa seule valeur professionnelle, il tendra à utiliser tous les moyens de pression qui sont à sa disposition. Le type même des rapports que le praticien entretient avec les éleveurs lui confère cette possibilité de pression sur la clientèle. Elle est basée sur l'ignorance et l'inaptitude de l'éleveur à pouvoir porter un jugement sur ses actes professionnels.

C'est pourquoi le praticien est tenté de soustraire son exercice de la "curiosité" de l'éleveur.

Le libre choix offre théoriquement la possibilité à l'éleveur de consulter plusieurs vétérinaires sur un même cas médical et de les consulter isolément. La déontologie vétérinaire lui interdit en fait d'en user ; de plus, il s'expose à des frais supplémentaires par gaspillage de médicaments ou d'examens. Enfin les prescriptions peuvent se chevaucher et être dangereuses. L'éleveur ne sera donc pas incité à utiliser cette possibilité et plutôt que de multiplier les frais vétérinaires fera confiance au premier praticien.

La déontologie, par différents articles du Code, tente de moraliser la concurrence entre praticiens. Les exemples de concurrence déloyale existent cependant entre vétérinaires poussés par la défense de leurs intérêts et la recherche du profit plus que par celle de la défense des intérêts de l'éleveur et d'une médecine vétérinaire efficace.

Le Code de Déontologie, dans de nombreux articles, mais surtout dans l'article 21, moralise la concurrence :

"En aucun cas le vétérinaire ne doit solliciter une clientèle par des rabais de tarif ou des promesses d'avantages pécuniaires ou autres".

La Déontologie protégeant les intérêts des praticiens impose au libre choix, en particulier par l'article 38, une limitation injustifiable :

"Le propriétaire d'un animal peut demander en consultation un autre praticien. Le choix du consultant appartient au client. Néanmoins, s'il n'est pas agréé par le vétérinaire traitant, ce dernier peut se retirer et ne doit à personne l'explication de son retrait".

Toutes ces précautions déontologiques, en cherchant à assouplir la concurrence entre praticiens, diminuent de fait les possibilités de choix du client. Elles révèlent la communauté d'intérêts des membres d'une même profession face à la clientèle des éleveurs. Une trop libre concurrence est à proscrire ; elle menacerait les intérêts particuliers des membres de la profession en donnant trop de poids aux exigences des éleveurs qui pourraient utiliser cette concurrence. Or il ne faut pas que la libre concurrence menace le pouvoir des praticiens sur leur clientèle. C'est le rôle de la déontologie que de faire percevoir, à ce niveau, la communauté d'intérêts des praticiens face aux éleveurs.

Cette limitation de l'exercice de la libre concurrence modèle les clientèles. Elles ont une structure assez homogène et les clients du praticien se regroupent géographiquement autour de son lieu de résidence. Les clientèles dispersées, en "étoile" sont en général celles de vétérinaires récemment installés qui se sont, eux, livrés à une concurrence acharnée. Nous ne parlons pas de quelques vétérinaires spécialisés. Cette homogénéité des clientèles prouve à elle seule que le libre choix s'exerce peu et que d'une manière générale, le paysan fait appel en priorité au vétérinaire le plus proche. Satisfait de celui-ci, il ne pensera pas à changer de vétérinaire. Nous avons déjà abordé cette question de la "confiance" pour savoir qu'elle est bien artificielle et

formelle pour n'être qu'un alibi à ceux qui défendent un principe de libre choix qui dans la réalité s'exerce fort peu.

Libre choix et mode de rémunération du praticien.

Le mode de rémunération des déplacements soustrait aussi les vétérinaires à la concurrence. Il limite le libre choix du client qui, soucieux de préserver ses intérêts, appellera le vétérinaire le plus proche ce qui, théoriquement, lui coûtera le moins.

Certains vétérinaires utilisent un système de peréquation ou de visite dite de passage pour atténuer ce déséquilibre. Le vétérinaire est très libre dans l'application d'un tel système.

Libre choix et disponibilité du vétérinaire.

Le vétérinaire n'est pas disponible 24 heures sur 24, ni 365 jours sur 365. Le praticien doit avoir recours à un remplaçant pour assurer des gardes ou se substituer à lui au cours de ses vacances. Les clients se voient imposer un remplaçant dont ils ignorent les capacités. Certes lorsqu'on fait confiance à un vétérinaire, pourquoi ne pas lui faire confiance dans le choix du remplaçant ! Les gens comprennent assez bien les raisons de ces limitations au libre choix. Ne posent-elles pas, cependant, la question d'une organisation différente de la profession ?

L'éleveur peut-il être garanti d'un service de qualité durant ces périodes transitoires où le rôle du remplaçant est de préserver la clientèle du praticien ?

Libre choix et cabinets de groupe.

Certains ont vu dans les associations de vétérinaires une limitation au libre choix. On ne peut nier que l'association, visant à libérer le praticien de l'appel, remette en cause partiellement le libre choix. D'ailleurs la Déontologie incite, dans le cadre des associations, les praticiens à sauvegarder la personnalisation de l'appel. Il n'en reste pas moins que, dans le cadre des associations, l'éleveur est de plus en plus contraint à s'habituer à ne plus choisir.

La spécialisation des praticiens simplifierait les termes du choix, mais altérerait fortement la liberté du choix : à un cheval malade correspond tel vétérinaire spécialisé en médecine équine dans le cadre de l'association.

Grâce à la multiplication des cabinets de groupe les praticiens se soustraient à la concurrence et le libre choix du vétérinaire par le client devient très relatif.

Conclusion.

Le libre choix est tout à fait concevable dans une organisation différente de la médecine vétérinaire. Dans le cadre actuel de l'exercice libéral, le libre choix du praticien par le client reste très formel et repose sur des éléments subjectifs. A la limite, sa défense peut n'être qu'un simple argument pour se tenir à l'écart d'une organisation différente et plus efficace. Une limitation exprimée de ce libre choix menacerait-elle la qualité de la médecine ? Or, c'est par rapport à la possibilité d'un meilleur

service que doit être envisagée cette liberté du choix du praticien par le client.

CHAPITRE TROISIEME

LE SECRET PROFESSIONNEL

Le Code de Déontologie, dans son article 8, soumet le vétérinaire praticien au secret professionnel :

"Les vétérinaires sont tenus au secret professionnel dans les limites prévues par l'article 378 du Code Pénal".

Or la législation pénale, littéralement interprétée ne fait pas une obligation au vétérinaire de respecter le secret professionnel :

"Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ainsi que les pharmaciens, sages-femmes et toute autre personne, dépositaires, par état ou par profession par fonction temporaire ou permanente, des secrets qu'on leur confie, qui, hors du cas où la loi les oblige à se porter dénonciateur, ont révélé ces secrets seront punis..." (Article 378 du Code Pénal)

Un seul jugement a été rendu en la matière et en 1789 le tribunal, dans son jugement, déclara que si les vétérinaires ne figuraient pas à l'article 378 du Code Pénal, c'est qu'on n'avait pas voulu les y faire figurer (Précis de Législation Vétérinaire - A. BRION).

Cependant, si le vétérinaire n'est pas cité, la liste n'est pas limitative et le terme de médecin peut fort bien englober le médecin vétérinaire. Donc si l'obligation au secret professionnel est douteuse d'un point de vue légal, le vétérinaire peut être civilement responsable s'il a divulgué certains secrets et que cette divulgation ait porté tort à son client.

Enfin, la législation règlementant l'exercice de la médecine vétérinaire soumet un certain nombre de maladies contagieuses à déclaration obligatoire. Le vétérinaire, en dehors de ces maladies contagieuses et par opposition à cette limitation, pourrait donc être tenu au secret professionnel tel qu'il est défini dans l'article 378 du Code Pénal. C'est en tous cas le choix qu'a fait la déontologie professionnelle qui soumet le vétérinaire à ce secret professionnel.

Analyse critique.

La principale critique que l'on puisse formuler à l'égard de ce principe est qu'il s'oppose à une conception épidémiologique, préventive et collective de la médecine vétérinaire. Un certain nombre de problèmes médicaux, sous le couvert du secret professionnel, peuvent ne pas s'exprimer, du moins dans leur dimension collective. C'est le cas du problème de l'avortement en médecine humaine, c'est celui des stérilités des vaches dans certaines régions laitières par exemple.

Le secret professionnel s'inscrit parfaitement dans une vision individuelle et curative de la médecine vétérinaire. Il est un élément du contrat tacite de soins qui garantit l'indépendance technique et morale du praticien dans ses actes. Il constitue donc bien un principe de l'exercice libéral de la médecine vétérinaire. D'ailleurs une conception différente de la médecine vétérinaire, en particulier épidémiologique, collective et préventive qui ne soumettrait pas le praticien au secret professionnel, poserait la question de la nature du service vétérinaire mais aussi

celle de son mode de rémunération et pourrait remettre en cause l'organisation libérale de la profession vétérinaire.

Q U A T R I E M E C H A P I T R E

LA LIBERTE DE PRESCRIPTION

A - Introduction.

Principe fondamental de l'exercice libéral, la liberté de prescription est aussi, en général, un principe inattaquable et inattaqué. Rares sont en effet les vétérinaires qui se voient contester leurs prescriptions dans le cadre d'une consultation. Bien au contraire, les soins apportés par le client à se faire expliquer l'utilisation de tel ou tel médicament dénotent l'intérêt qu'il porte à la prescription. Certes, l'éleveur ne dispose pas de tous les éléments de jugement, mais ce principe lui apparaît comme un choix inhérent à l'exercice de la profession vétérinaire. Il est le minimum exigible de la part d'un praticien répondant avec conscience professionnelle à l'appel de son client. La liberté de prescription serait le droit, pour le praticien, de disposer des moyens d'effectuer correctement son travail.

B - Définition.

Suivons le praticien au cours d'une consultation : dans l'élaboration du diagnostic, il jugera de l'opportunité de certains examens, dans le traitement de la maladie diagnostiquée, il effectuera les premiers soins et en ordonnancera la suite.

La liberté de prescription est donc la possibilité, pour le vétérinaire, de pratiquer des examens et de prescrire des

thérapeutiques médicales, mais aussi chirurgicales.

C - Droit à la prescription.

Face à l'importance que nous attribuons à ce principe, le Code de Déontologie semble discret. Il lui consacre indirectement deux articles : l'article 33, plus un article restrictif, l'article 34 :

"ARTICLE 33 DU CODE DE DEONTOLOGIE : "Dans son cabinet, le vétérinaire peut procéder à tous les examens qu'on lui demande, sans avoir à connaître les interventions antérieures d'autres confrères".

"ARTICLE 34 : "Il est interdit de donner des consultations par correspondance sans avoir au préalable procédé aux examens nécessaires à l'établissement du diagnostic".

Les articles 51 et 52 règlent la liberté de prescription des vétérinaires salariés.

"ARTICLE 51 : "Le vétérinaire salarié.... est habilité à donner ses soins aux animaux qui sont la propriété exclusive de son employeur. Il lui est rappelé qu'il doit, dans ce cas, appliquer strictement les prescriptions de la législation de la Pharmacie et celles des produits biologiques vétérinaires, telle qu'elle ressort des articles 611 et 617 du Code de la Santé Publique".

"ARTICLE 52 : "Le vétérinaire salarié qui, dans l'exercice de son emploi, est appelé à visiter, dans le cadre de l'article 50, des animaux qui ne sont pas la propriété exclusive de son employeur, doit en prévenir par avance le ou les vétérinaires traitants du cheptel considéré... et solliciter leur collaboration... "Il a les mêmes obligations lorsqu'il prescrit des soins dans les conditions fixées à l'article 34. Le vétérinaire salarié a le droit de faire ces prescriptions ou d'assurer lui-même les soins à donner si les vétérinaires praticiens cités à l'alinéa 1er sollicités, refusent d'exécuter la conduite du traitement..."

La restriction apportée au droit de prescription est loin d'être toujours respectée. Si l'on doit juger une réglementation à l'application qui en est faite, force est de nous interroger ! Le recours à la notion de propriété exclusive de l'employeur est insuffisant. Cette notion ne correspond pas à la réalité. Différentes possibilités de contrat laissent la propriété de l'animal à l'éleveur tout en le liant à la maison fabricante d'aliments du bétail. L'éleveur perd, dans la plupart des cas, l'initiative technique et la prescription de thérapeutique s'insère parfaitement dans la nature du contrat. Le Code de Déontologie, par les limitations qu'il apporte à la liberté de prescription des salariés vétérinaires, réserve de fait ce droit aux praticiens libéraux.

Analyse critique du droit à la prescription.

Notre première définition de la prescription est insuffisante. Elle tend, en effet, à revêtir des formes de plus en plus variées au fur et à mesure que les formes d'intervention professionnelle se diversifient. Ainsi, pour le chirurgien, c'est une intervention chirurgicale, pour le médecin, l'ordonnancement de médicaments. La prescription de conseils d'élevage et la vulgarisation des techniques vétérinaires ne sont pas abordées par le Code de Déontologie. Elles sont ainsi absolument libres.

Par analogie avec ce qui est admis en médecine humaine, l'établissement du diagnostic n'est pas un monopole du praticien : un laboratoire de diagnostic humain peut être tenu par une personne qui n'est pas médecin. Le vétérinaire salarié peut établir des diagnostics, etc.

Une telle situation porte atteinte au monopole de l'exercice de la médecine vétérinaire. Compte tenu des conditions actuelles de diffusion et de commercialisation des médicaments vétérinaires en dehors du circuit des praticiens, de la liberté de prescription de conseils associée à celle de la vulgarisation vétérinaire, l'exercice de la médecine vétérinaire peut, sans sortir des schémas légaux, échapper en grande partie au praticien. L'agriculteur qui aurait à sa disposition un laboratoire de diagnostic, un groupement d'achat de médicaments et un service de vulgarisation des techniques vétérinaires pourrait ainsi, en utilisant des structures indépendantes les unes des autres se passer du vétérinaire dans la majeure partie des cas. La prescription, telle qu'elle est définie dans le Code de Déontologie qui la réserve au praticien libéral afin de protéger son monopole, comporte aujourd'hui beaucoup d'imprécisions. Ce monopole est quotidiennement contesté au praticien par les éleveurs eux-mêmes qui disposent de plus en plus de structures (Etablissement Départemental d'Elevage, Groupement de Défense Sanitaire) leur permettant de se passer des services du vétérinaire libéral. Si la prescription de thérapeutiques est interdite aux salariés vétérinaires dans la mesure où les animaux à traiter ne sont pas la propriété exclusive de leur employeur, la pratique de conseiller des traitements, soit oralement, soit par correspondance qui est parfois celle des praticiens constitue tout autant un exercice illégal de la médecine vétérinaire.

La prescription de mesures prophylactiques, en dehors des prophylaxies des maladies réputées contagieuses, qui visent

des animaux n'exprimant pas cliniquement la maladie, donc supposés sains ou seulement infectés, échappe à la réglementation. C'est une question d'importance car le développement des prophylaxies non obligatoires et des traitements systématiques s'accompagnent d'une forte consommation de produits pharmaceutiques.

Autant d'incertitudes et d'ambiguïtés sur un monopole "durement" acquis soulèvent une interrogation. Les praticiens ne risquent-ils pas de voir leur propre activité leur échapper progressivement ? La profession peut-elle, aujourd'hui encore, imposer son monopole de l'exercice de la médecine vétérinaire ? En 1938, au moment où ce monopole a été accordé à la profession, nous avons vu le rôle et l'importance politique du praticien dans la société et plus précisément dans le milieu rural. Aujourd'hui, le poids économique et politique du praticien et sa notabilité décroissent. Des éléments nouveaux interviennent dans le monde rural : ce sont les techniciens des industries para-agricoles. Parmi eux figureront de plus en plus de vétérinaires salariés, des organisations professionnelles agricoles du secteur coopératif ou du secteur industriel privé qui intègrent de plus en plus et en particulier techniquement la production. Le développement du secteur vétérinaire dans l'industrie pharmaceutique est à lui seul révélateur. De tels pôles vétérinaires, aussi bien dans l'industrie pharmaceutique que dans l'industrie alimentaire, aidés par un corps de techniciens dont la profession libérale a toujours refusé la création, risquent de se substituer de plus en plus au praticien libéral dans l'exercice de la médecine vétérinaire.

D - Nature de la liberté de prescription.

Nous avons présenté la liberté de prescription comme le moyen dont dispose le praticien pour pouvoir exercer correctement son métier. La finalité de la prescription s'identifie à celle de l'acte du vétérinaire : elle est la guérison de l'animal malade, du moins la tentative adaptée à la guérison de l'animal malade ou la protection de l'animal sain.

Le libre exercice de la prescription a deux exigences fondamentales :

- 1) La connaissance des moyens les plus efficaces de prévention et de traitement. La liberté de prescription est étroitement dépendante de la formation. Pour pouvoir prescrire librement, il faut savoir quoi prescrire et être apte à le prescrire. Or, cette connaissance évolue très vite et nécessiterait une formation permanente du vétérinaire. Le problème de l'enseignement post-universitaire comme celui de l'information thérapeutique prennent ici toute leur importance.
- 2) Avoir la possibilité de prescrire ce que l'on juge efficace et adapté. Les résonances économiques de la médecine vétérinaire imposent donc certaines restrictions au principe de liberté de prescription. Le coût des médicaments est un des principaux éléments de sélection d'une thérapeutique et il modèle étroitement la prescription.

Ce n'est pas trahir la réalité que de constater la faiblesse de l'enseignement post-universitaire. S'il existe dé-

sormais un embryon d'enseignement post-universitaire vétérinaire, il revêt encore beaucoup trop le caractère d'une agréable réunion "d'anciens". Il touche un nombre toujours restreint de praticiens privilégiés qui ont réussi avec beaucoup de mal à abandonner leur clientèle et qui seuls perçoivent l'urgence de cet enseignement.

Quant aux groupements techniques vétérinaires, ils peuvent offrir une structure de formation permanente des praticiens si les préoccupations techniques et médicales prennent le dessus sur les préoccupations plus commerciales intéressant la distribution des produits pharmaceutiques. Ces groupements, dans l'esprit qui a présidé à leur création, devraient permettre de réunir une documentation aussi complète que possible qui assurerait le recyclage des membres de ces groupements et fournirait les informations à répercuter sur les éleveurs.

L'information thérapeutique reste encore généralement absente ou très faible dans le cadre de l'enseignement post-universitaire ou des groupements techniques vétérinaires. Or seule cette information et la façon dont elle sera délivrée peuvent garantir au praticien une plus grande liberté de prescription.

E - Liberté de prescription et information. Rôle de la publicité.

En l'absence de données statistiques concernant les seuls produits vétérinaires, reportons-nous aux chiffres concernant l'industrie pharmaceutique humaine. Cette industrie florissante consacre 14 % de son chiffre d'affaires à l'information et

seulement 5 à 8 % à la recherche. D'après M. BOSQUET, on peut considérer que sur 100 f d'achat de produits pharmaceutiques, 32 % reviennent au détaillant, 10 % au grossiste, 1,5 à 4,5 au fabricant, 3,5 % à la recherche, 6,5 % à la publicité, 3 à 15 % au conditionnement, 10 % à la fiscalité. Le budget publicitaire est environ le double de celui de la recherche. Les laboratoires américains affecteraient jusqu'à 25 % de leur chiffre d'affaires à la publicité.

P.J. LINON précise dans sa thèse que l'une des caractéristiques de cette information "est d'être multiforme" et qu'elle est couramment confondue avec des mots tels que culture, publicité, propagande ou éducation. En matière médicale cette confusion est devenue parfois si évidente que les médecins "absorbent ainsi inconsciemment" de la publicité. Une enquête en 1967 et 1968 auprès des médecins montre que plus de 50 % d'entre eux estiment faire la différence entre l'information proprement dite et la publicité. Les médecins interrogés ajoutent cependant que seulement 10 % de l'information émanant de l'industrie pharmaceutique sont exempts de publicité.

Certes, toute information peut avoir un caractère contraignant et on ne peut contester la nécessité d'une information de masse. Cependant, les méthodes et moyens employés confèrent à "l'information publicitaire" une puissance indépendante du contenu qu'elle véhicule. En ce sens, elle présente un réel danger. L'importance du budget publicitaire des entreprises pharmaceutiques n'explique-t-il pas en partie la puissance de cette industrie ainsi que sa progression constante ?

Face à cette toute puissance de l'industrie pharmaceutique, la liberté du praticien dans sa prescription apparaît bien formelle. Il subit, sous le couvert de l'information, un faisceau de contraintes qui le conditionne plus ou moins inconsciemment.

a) Information ou publicité.

L'INFORMATION est le fait de porter des renseignements à la connaissance de quelqu'un.

La PUBLICITE est le fait d'exercer une action psychologique sur le public à des fins commerciales. C'est en quelque sorte une information orientée.

La finalité même de la publicité s'oppose à la liberté de prescription. Le praticien adhère à des consignes publicitaires leur apporte sa caution scientifique. Pour l'éleveur, il est censé être, au nom de sa formation intellectuelle et technique, un censeur objectif. Il est vrai que le praticien peut exercer un rôle de frein et de contrôle dans la diffusion des médicaments. On peut voir là une raison supplémentaire pour l'industrie pharmaceutique de salarier des vétérinaires afin de pouvoir passer au-dessus de la tête des praticiens dans la diffusion des médicaments, en particulier des médicaments de masse.

On peut supposer que les bons médicaments ont une probabilité supérieure de bien se vendre. Cependant, par la publicité, de mauvais médicaments peuvent tout aussi bien être vendus. Quelle capacité de jugement aura le praticien face à deux spécialités si-

miliaires mais de prix différents ? Le prix est-il garant de la qualité ? La notion d'efficacité, d'intérêt thérapeutique d'une spécialité occupe-t-elle la première place dans les préoccupations du laboratoire qui, au terme d'une étude de marché et des possibilités de la publicité, lance une spécialité ? Le contenu de "l'information publicitaire" n'est-il pas soustrait à son jugement de praticien ? Qu'est-ce qui garantit au praticien les qualités attribuées au produit ?

Propagande, publicité, publicité informative, information, quelle que soit la terminologie employée, force est de constater les résultats. Ils révèlent la toute puissance de cette industrie pharmaceutique qui dispose, par la publicité, de moyens d'influencer ou de déterminer les besoins de consommation en fonction de ses impératifs de vente.

b) Les modes de pression de l'industrie pharmaceutique sur la prescription du praticien.

1. Les relations publiques.

C'est par l'intermédiaire de son service de relations publiques que le laboratoire pharmaceutique joue un certain nombre de liens avec la profession qui sait d'ailleurs, d'elle-même, s'adresser aux laboratoires afin d'obtenir leur soutien matériel dans de nombreuses manifestations : congrès, journées professionnelles, voyages d'études. La Maison des Vétérinaires, la Caisse de Retraite sont d'autres réalisations que la profession doit à ses rapports privilégiés avec l'industrie pharmaceutique.

Cette série d'exemples permet d'affirmer que les liens entre la profession et l'industrie pharmaceutique vétérinaire sont nombreux. Ils s'expliquent par le rôle primordial joué jusqu'alors par les praticiens dans la commercialisation des médicaments vétérinaires. Les Ecoles Vétérinaires et le corps enseignant en particulier assurent en grande partie cette jonction entre la profession vétérinaire et l'industrie pharmaceutique. Redevable de ce soutien financier à diverses manifestations vétérinaires comme des engagements qu'elle peut obtenir de certains laboratoires qui lui réservent la commercialisation de leurs produits, la profession sacrifie ainsi une grande partie de son autonomie.

2. Les "visiteurs médicaux" : les représentants de l'industrie pharmaceutique.

S'il n'existe pas à proprement parler de visiteurs médicaux tels qu'ils existent dans la pharmacie humaine, les représentants des différents laboratoires qui visitent régulièrement les praticiens ont un rôle semblable. Leur formation psycho-sociologique, leur technique de vente leur permettent de faire pression sur la prescription du praticien. D'après un psycho-sociologue cité par G. CARO, "le pouvoir de la publicité pharmaceutique sur les médecins est bien plus important que celui de la publicité courante sur les consommateurs car elle est revêtue d'un vernis scientifique", et "ce sont les visiteurs médicaux et non les médecins qui, par l'intermédiaire de ceux-ci, font les prescriptions de médicaments". Ces deux déclarations font comprendre que le praticien est un simple vecteur mécanique des possibilités thérapeutiques offertes par l'industrie dans son acte de prescription.

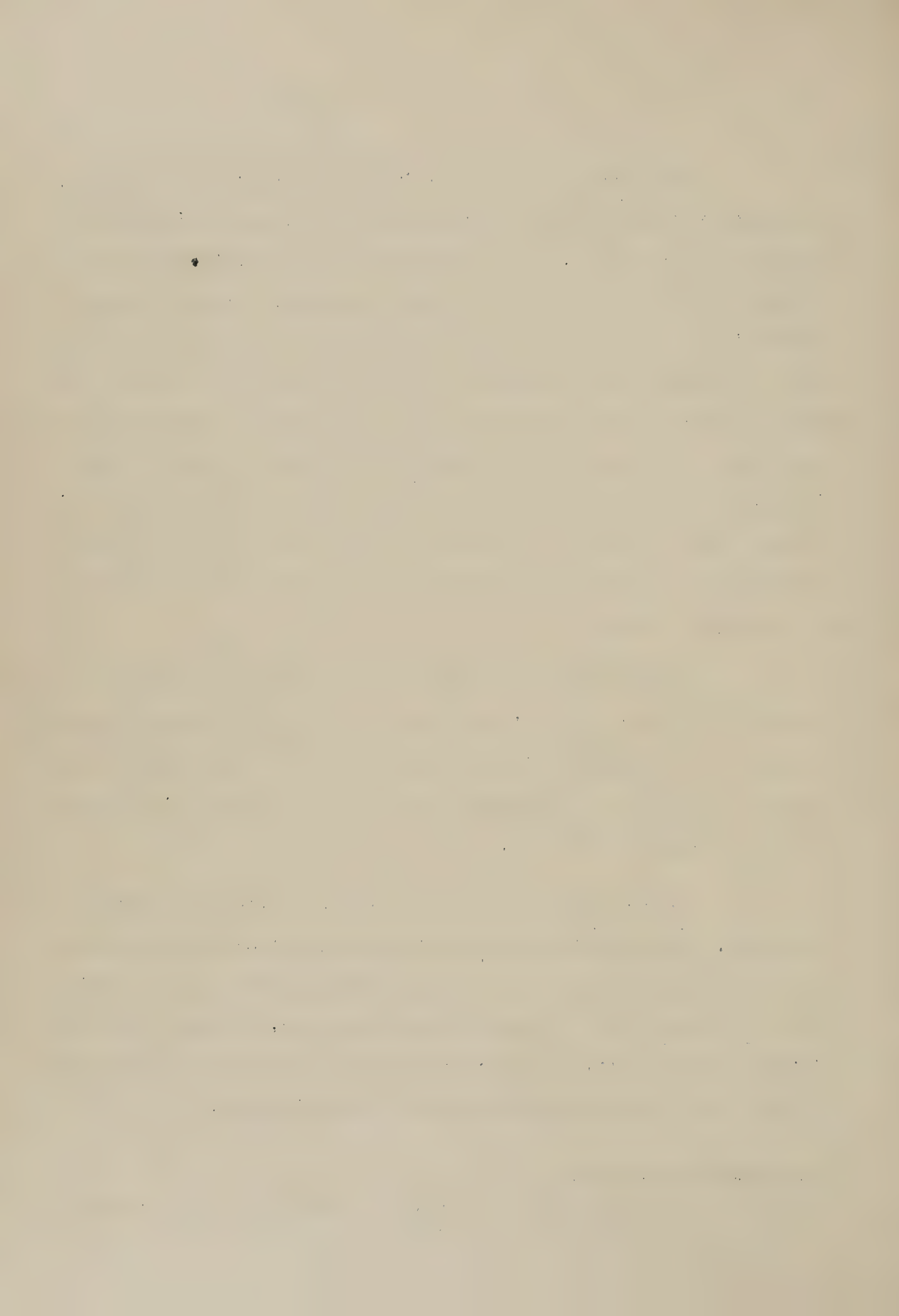
Les moyens de pression du représentant sont nombreux. Il connaît la prescription du vétérinaire ; il peut l'évaluer en fonction de ses achats, de sa clientèle, de ses habitudes thérapeutiques ; il peut jouer sur la concurrence qui s'exerce entre vétérinaires, sur la volonté du praticien de se mettre "au gout du jour" en matière thérapeutique. De plus, le praticien délivre lui-même les médicaments, son prestige est associé à sa réussite thérapeutique ; il sera donc attentif à tout produit nouveau susceptible de transformer ses résultats. L'efficacité thérapeutique, il ne peut, dans un climat concurrentiel, en laisser le privilège à ses confrères : le visiteur médical saura s'approprier la caution de confrères voisins.

C'est ainsi que s'édifie la prescription du praticien, modelée par l'offre qui lui est faite et non par sa propre demande. Il lui reste l'illusion d'un choix déterminé par des appréciations purement empiriques et approximatives de l'efficacité d'un médicament qu'il connaît fort mal.

Il nous faut ajouter les préoccupations mercantiles du praticien. Ses intérêts particuliers dans la commercialisation des produits pharmaceutiques influencent obligatoirement sa prescription et aliènent cette liberté de prescription. La prescription de médicaments qui "s'ils ne font pas de bien...." ne s'inscrit-elle pas dans une optique plus commerciale que raisonnée.

3. La publicité écrite.

Nous avons déjà mentionné la nécessité d'une informa-



tion thérapeutique "objective". Examinons par quels canaux le praticien est informé.

Notons tout d'abord la pauvreté en publications scientifiques vétérinaires. Le corps enseignant de l'école d'Alfort publie "Le Recueil de Médecine Vétérinaire" et les deux Ecoles de Lyon et Toulouse publient "La Revue de Médecine Vétérinaire". L'Association Vétérinaire Pratique publie un bulletin particulièrement destiné aux praticiens. Enfin, l'Académie Vétérinaire publie elle aussi une revue périodique. Face à cette faiblesse numérique, l'intérêt que portent les praticiens à ces publications est variable. Il n'existe aucune revue qui se consacre exclusivement à la prescription et la place occupée par l'information thérapeutique reste faible dans les revues citées précédemment.

DOMIENE Hervé, dans sa thèse de doctorat : "La détention des produits pharmaceutiques par le vétérinaire : aspects pratiques" :

"S'il est désireux de se tenir au courant de l'évolution et des progrès de la science vétérinaire ou s'il ressent la nécessité de remplacer certains produits qui ne lui rendent plus le service qu'il en attend, il (le vétérinaire) va s'intéresser de plus près à cette publicité pharmaceutique. Il n'aura, insistons sur ce point, que cette publicité pour se faire une opinion".

Voilà une réalité crûment avouée et la critique timidement formulée à l'égard de cette publicité ne change pas ses rapports avec le praticien.

"Une publicité bien faite doit certes attirer l'attention, mais elle doit avant tout informer. Or si tous les fabricants rivalisent d'originalité, s'ingénient à captiver le regard en déployant toute la ruse dont

est capable un habile propagandiste, ils sont hélas trop souvent muets quand vient le moment de se montrer plus savant".

Apparemment indépendantes de l'industrie pharmaceutique (voir la pudeur à inclure les noms de spécialité dans une revue qui se veut scientifique !) la place laissée à la publicité dans les revues professionnelles reste importante. Les réalisateurs de ces revues bénéficient directement de cette publicité qui facilite leur publication, mais encombre les revues (20 encarts publicitaires pour 150 pages en moyenne). De plus ces revues cautionnent parfois ouvertement certains laboratoires en invitant leurs lecteurs à leur réserver leurs achats : "Confrères ! Nous vous recommandons particulièrement des laboratoires qui font de la publicité dans notre revue..., leurs produits vous donnent entière satisfaction". Ce type d'annonce accompagnant la publicité de certains laboratoires est fréquemment rencontrée dans les journaux professionnels, y compris le Bulletin Syndical. Ces revues qui pourraient prétendre à une certaine indépendance scientifique, entretiennent par la publicité des relations avec l'industrie pharmaceutique qui compromettent cette indépendance.

Il est plus intéressant de constater que l'information en matière thérapeutique est presque entièrement laissée aux mains des laboratoires. Les principaux laboratoires tels que Specia, Roger Bellon, Pfizer, éditent des périodiques fort bien réalisés et présentés. La rédaction des articles est généralement confiée à des membres de la profession vétérinaire et du corps enseignant en

particulier. La profession apporte ainsi et son concours et une couverture scientifique à ces revues. On peut s'interroger sur l'indépendance d'une information thérapeutique aussi directement liée à la production des laboratoires. Ces revues sont diffusées gratuitement à chaque praticien. La qualité de leur présentation, le vernis scientifique apporté par ceux qui réalisent les publications font de ces revues un remarquable moyen de pression sur la prescription du praticien.

Le vétérinaire reçoit l'essentiel de son information thérapeutique par les revues éditées par l'industrie pharmaceutique. Il reçoit, en outre une masse considérable de "feuilles publicitaires" : chaque médecin en recevrait 100 kg par an.

4. Liberté de prescription et spécialités médicamenteuses.

D'après PHILIPPE, le nombre des spécialités vétérinaires serait de 6 000, le nombre de présentations de 15 000. On dénombre 1 000 spécialités destinées au traitement des diarrhées, 800 à celui des mammites, 800 à base de vitamines.

Comment le vétérinaire peut-il choisir scientifiquement au milieu de cette foule de spécialités ? Le nombre même des laboratoires autant que l'éventail des spécialités offerts par chacun d'entre eux constituent une entrave à une libre prescription. Le praticien ne peut, en effet, être attentif à toutes les offres qui lui sont faites.

La prescription du praticien est encore directement influencée par le coût de certaines spécialités. Soucieux de trai-

ter à moindre frais pour l'éleveur, le praticien peut choisir de s'interdire l'emploi de certaines spécialités pourtant très efficaces. Ne doit-il pas sélectionner ses thérapeutiques en fonction de l'éleveur, compte tenu des capacités de celui-ci à payer ou à utiliser rationnellement, dans le cadre de son exploitation, certaines prescriptions. Une sélection s'opère dans la prescription en fonction du client. Autant qu'à l'intérieur d'une même clientèle, cette différence est sensible lorsqu'on compare des clientèles différentes, les habitudes thérapeutiques se modifiant sensiblement avec la richesse des agriculteurs.

F - Liberté de prescription et clientèle.

Le vétérinaire, et en particulier le jeune vétérinaire récemment installé, est-il armé pour résister aux sollicitations de ses clients et refuser la vente de médicaments que lui réclame l'éleveur ? Poussé dans un régime concurrentiel par le souci de constituer sa clientèle, d'amortir le capital engagé dans son installation, comment peut-il résister à la possibilité et à la facilité de gains supplémentaires ? Est-ce à lui d'éviter une surconsommation de médicaments alors que la publicité, la pression des laboratoires et éventuellement celle de ses clients, eux-mêmes victimes de la publicité ou d'une information mal faite, l'incitent à céder et multiplier la vente de produits pharmaceutiques ?

Adrien SEQUARD, dans sa thèse de Doctorat : "Psychologie paysanne et médecine vétérinaire", cède, au nom de la psy-

chologie de la clientèle et du savoir-faire à une attitude ambiguë : "Alors qu'il cherche à éviter la visite, le paysan manifeste sa déception si lors de celle-ci le praticien ne lui laisse pas quelques flacons. Mais la délivrance quantitative des médicaments est encore un art où intervient le savoir-faire, c'est-à-dire qu'il est contre-indiqué de remettre trop de drogues sous peine de les voir entamées sur les bords d'une fenêtre quelques mois plus tard car l'éleveur aura arrêté le traitement malgré toute recommandation dès qu'il constate une amélioration". Prescrire serait un art où les préoccupations mercantiles laissent peu de place à la recherche d'une prescription libre et raisonnée.

Enfin, les conditions de la clientèle font que le vétérinaire ne peut pas toujours suivre les animaux autant que la poursuite d'un traitement le nécessiterait. Contraint par un climat concurrentiel de s'assurer le succès, le praticien peut être incité à couvrir son diagnostic par une thérapeutique élargie. La liberté de prescription est ici limitée par les conditions d'exercice.

Conclusion.

La part du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique consacrée à la publicité est de l'ordre de 10 %. C'est le chiffre moyen reconnu pour la pharmacie humaine. On peut supposer que pour le secteur vétérinaire le taux est équivalent sinon supérieur. Certains laboratoires de petite taille, parfois simples revendeurs, doivent largement dépasser ce pourcentage. PHILIPPE, dans un colloque sur la pharmacie vétérinaire, estime à

180 millions de francs le chiffre d'affaires total de la branche vétérinaire ; JOUBERT et WINCKELMULLER l'évaluent à 350 millions. Soit 3 500 praticiens ; le budget publicitaire par praticien serait de l'ordre de 5 000 à 10 000 francs. Au delà de l'imprécision de ces chiffres, l'importance de ce budget publicitaire présage de son efficacité. Dans de telles conditions, la prescription peut-elle être libre ?

Les conditions concurrentielles de l'exercice libéral de la médecine vétérinaire, les intérêts particuliers du praticien dans la délivrance des médicaments rendent illusoire ce principe de liberté de prescription.

Le champ d'application de cette législation, surtout en l'absence d'un service d'inspection suffisant, est bien difficile à définir pour les médicaments autres que sérums et vaccins. L'ordonnance n° 67827 du 23-9-1967 donne une définition du médicament. Son article 1 précise que les médicaments vétérinaires sont soumis à la législation particulière les concernant.

La fabrication des médicaments vétérinaires contenant des substances vénéneuses est libre. Elle est seulement soumise à déclaration lorsqu'ils contiennent des éléments du tableau A. Par contre, ils ne peuvent être délivrés directement aux éleveurs. La détention et la délivrance de tous les autres médicaments est libre.

Cette législation a assuré aux praticiens, pendant longtemps, le quasi monopole de la délivrance des médicaments vétérinaires. Le Code de Déontologie sanctionne ce droit du vétérinaire à détenir et délivrer les médicaments nécessaires à son propre exercice professionnel.

CODE DE DEONTOLOGIE, ARTICLE 54 : "Sans avoir le droit de tenir une officine ouverte au public, le vétérinaire peut avoir en dépôt, dans son cabinet, les médicaments toxiques ou non, et les substances biologiques nécessaires à son propre exercice professionnel".

ARTICLE 56 : "En dehors de la délivrance de médicaments à ses clients à l'occasion ou en complément de son activité et dans les conditions légales prévues, il est formellement interdit à tout vétérinaire de rétrocéder directement ou indirectement, à titre gratuit ou onéreux, des produits pharmaceutiques, des sérums, des vaccins et tous produits biologiques vétérinaires à toute personne ne possédant pas les titres nécessaires à l'exercice de la médecine vétérinaire.
"La même interdiction s'applique à l'égard de tout organisme, collectivité, entreprise, groupement, association, société, laboratoire, coopérative, etc, non strictement vétérinaire".

ments en dehors de cette prescription. Est-ce pour autant un droit inéluctablement lié à celui de l'exercice de la médecine vétérinaire ou un privilège ?

Les conditions de la production animale ont aujourd'hui changé. L'éleveur est plus averti des questions vétérinaires. Le nombre des techniciens intervenant dans le milieu rural, capables de vulgariser les techniques vétérinaires, augmente. La consommation de médicaments est beaucoup plus forte et elle est de plus en plus soumise aux règles de la gestion de l'exploitation.

Les médicaments sont d'un emploi de plus en plus aisé (incorporation aux aliments, par exemple). Par le colportage et d'autres circuits directs évitant le praticien, l'éleveur a de nombreuses possibilités pour s'approvisionner. Or la multiplication des interventions thérapeutiques et prophylactiques ont augmenté considérablement la consommation de médicaments. Aujourd'hui, à la "médication de circonstance" s'est ajoutée la "médication de programme" qui prend de plus en plus d'importance dans l'élevage et pose en termes nouveaux le problème de l'utilisation et de la commercialisation de certains médicaments. Citons MORAILLON, président de l'A.I.P.V.

"A présent, pour tirer davantage profit de chaque animal, de nouvelles méthodes d'élevage et d'engraissement ont été mises au point. La sélection, jointe à une meilleure alimentation et à de nouvelles techniques d'élevage ont permis d'accélérer la reproduction, la croissance et l'engraissement, en un mot produire davantage tout en restreignant d'ailleurs la surface du sol allouée à chaque sujet. Dans ces conditions, il n'est plus possible de limiter l'administration des médicaments vétérinaires aux animaux malades".

On fait de plus en plus appel aux traitements préventifs faute de quoi l'animal n'extérioriserait pas son potentiel de production. La lutte contre les principaux fléaux de l'élevage nécessite des programmes complexes d'hygiène générale, d'alimentation, de dépistage, de traitement et de prévention des maladies. L'application quotidienne de ces mesures comme l'administration des médicaments peut fort bien être réalisée par l'éleveur assisté en cela par des conseillers techniques spécialisés. L'évolution des conditions de production tend à remettre en cause un monopole de la détention et de la délivrance des médicaments par le vétérinaire praticien. C'est un monopole déjà sérieusement compromis par la situation actuelle de la distribution.

En médecine humaine, le médecin n'assure que la prescription des médicaments. Il ne contrôle ni leur détention, ni leur délivrance. La qualité de la médecine qu'il dispense s'en ressent-elle ? Or c'est bien au nom de la qualité de la médecine délivrée que le praticien peut revendiquer ce droit à la détention et à la délivrance des médicaments. Ce n'est que si la qualité du service est liée à ce droit que cette détention et cette délivrance fait partie intégrante du droit à l'exercice de la médecine vétérinaire. Or dans notre étude sur la liberté de prescription, nous avons été amené à montrer en quoi la délivrance du médicament par le praticien pouvait compromettre la prescription. La qualité de la médecine, c'est la qualité de la prescription et non l'efficience d'un circuit de commercialisation. C'est pourquoi nous rejettons l'argumentation de DOMIENE HERVE (17) qui écrivait :

"Le praticien rural appelé de jour comme de nuit par un client soucieux de son intérêt, se doit, pour soulager au plus vite un animal qui n'a fait comprendre son mal que trop tard, d'être efficace et rapide sans être trop onéreux. C'est là qu'on comprend tout l'intérêt du stock de médicaments : le diagnostic sitôt établi, nous verrons le vétérinaire s'affairer dans sa voiture pour en sortir le flacon, la poudre, le comprimé ou tout autre médicament qui sera immédiatement administré à l'animal malade. Cette opération effectuée, il confiera à l'agriculteur la suite du traitement en lui remettant la dose exacte et nécessaire de médicaments..... Le client se voit dispensé d'un voyage jusqu'à la pharmacie, s'il en est une, souvent très éloignée et très pauvrement approvisionnée en spécialités vétérinaires et qui n'ayant pas le souci de l'intérêt de l'éleveur ne détaillerait pas des médicaments comme peut le faire le vétérinaire".

Que de faux problèmes soulevés pour tenter de justifier la détention et la délivrance des produits pharmaceutiques par le vétérinaire praticien ! Le gain de temps comme le détail des médicaments ne peuvent être la base d'une argumentation sérieuse. Nous sommes au XXe siècle ! Quant au rôle de conseiller du vétérinaire, les éleveurs sont aujourd'hui les premiers à en dénoncer les carences : ils préféreraient le voir se consacrer davantage à leur donner des explications sur les produits et leur utilisation.

MARSAUD, président du Syndicat Départemental des Eleveurs de Porcs de la Gironde, dans un Colloque organisé par l'A.I. P.V. sur "La pharmacie vétérinaire et les auxiliaires vétérinaires" ne déclarait-il pas : "Malheureusement le vétérinaire tient secret son traitement et il écrase l'ampoule utilisée !" On peut fort bien concevoir un système où l'éleveur serait plus informé des questions vétérinaires et apte à utiliser des médicaments dont le mode d'administration serait simplifié. La qualité des soins serait sauve-

gardée et le rôle du vétérinaire plus clair. Comme le disait NEESER, vice-président de la F.N. ovine, dans ce même colloque, "Le rôle du vétérinaire deviendra plus productif". Pourquoi ne pas envisager la création d'un corps de techniciens chargé d'aider l'éleveur dans l'application des soins si certains estiment celui-ci insuffisamment préparé pour ce genre de tâche.

Conclusion : la détention des médicaments par le praticien s'est trouvée, à la faveur d'une législation de la pharmacie vétérinaire, associée à l'exercice libéral de la médecine vétérinaire. Elle n'est pas un droit lié à celui de l'exercice de cette médecine mais un privilège dont la profession a joui. Les réseaux actuels de distribution des produits vétérinaires comprenant la vente directe aux éleveurs, le colportage et d'autres formes de circuit direct en dehors du praticien, a déjà condamné le monopole de la détention des médicaments par le praticien vétérinaire. Sentant ce privilège leur échapper, certains praticiens, prisonniers d'une conception individualiste de leurs intérêts se sont eux-mêmes compromis dans ces nouveaux circuits de commercialisation en pratiquant une forme de "colportage".

Enfin, la détention et la délivrance des médicaments par le vétérinaire praticien ne garantissent pas d'elles-mêmes la qualité des soins. C'eut été leur principale justification. On comprend que le Syndicat des Vétérinaires, coincé dans une vision corporatiste de la défense des intérêts de la profession soit amené à prendre des positions purement défensives.

C - Perspectives.

La profession vétérinaire revendique, avec les pharmaciens dont elle s'est assuré l'appui mais qui ont fort peu d'arguments pour espérer intervenir davantage sur le marché des produits vétérinaires, le monopole de la commercialisation des médicaments vétérinaires. Cependant, la profession sait qu'elle est incapable de pouvoir imposer son projet de réglementation. Une déclaration du Professeur VUILLAUME est, à ce sujet, fort éclairante : "La solution la meilleure serait d'essayer de rattraper le projet de loi qui se trouve actuellement au Ministère de l'Agriculture et de présenter un contre-projet très court et très vague de manière qu'il puisse être facilement voté par le Parlement". La profession ne sait comment elle pourrait entraver une évolution qui lui est défavorable et fait ainsi l'aveu de sa perte d'influence, chute de la notabilité, du poids économique et politique du praticien et par suite de la profession. La profession libérale se sent menacée dans le secteur pharmaceutique comme elle l'est au niveau même de son monopole de l'exercice de la médecine vétérinaire par les salariés de l'industrie. Ceci explique les comportements divers des praticiens qui comptent plus sur leur capacité individuelle à défendre leurs intérêts que sur la profession.

Enfin, la profession ne cherche plus à défendre la commercialisation des médicaments vétérinaires par le praticien en faisant de cette détention et de cette délivrance des produits pharmaceutiques un secteur lié à l'exercice de la médecine vétérinaire.

naire. Le praticien est présenté comme le meilleur défenseur à la fois de la santé du consommateur et des intérêts de l'éleveur, en faisant référence à sa technicité. La profession ne recherche qu'une caution technique à ses prétentions commerciales. Du reste, elle axe désormais l'essentiel de sa défense en se présentant comme un interlocuteur compétitif et compétent sur le marché des produits pharmaceutiques vétérinaires. Ainsi cette déclaration de R. MORNET, dans un éditorial du Bulletin du Syndicat National des Vétérinaires Français : "Pour défendre notre circuit vétérinaire et pour remettre dans la bonne voie certains confrères égarés, nous avons envisagé la possibilité de créer une "marque professionnelle". Avec le concours de certains laboratoires, n'est-il pas possible de promouvoir une "marque-caution" qui apporterait toutes garanties à l'éleveur et au vétérinaire et qui permettrait à ce dernier de retrouver sa place dans tous les élevages ? En nous dotant d'une véritable organisation commerciale, susceptible d'utiliser certains moyens commerciaux, il doit être possible de lutter et de freiner la concurrence sauvage". Cette position est en accord avec la politique suivie par les laboratoires qui réservent, pour l'instant, la commercialisation de leurs produits au praticien mais qui ne l'utiliseront prioritairement que dans la mesure où il saura être un relai commercial efficace. D'ailleurs ces laboratoires réalisent déjà une publicité importante de leurs produits, en dehors de la profession vétérinaire, dans les journaux professionnels agricoles, conseillant encore l'achat de leurs produits chez le praticien.

D - Conclusion.

Quelle que soit la législation future de la fabrication et de la détention des produits pharmaceutiques vétérinaires, une évolution est en cours. Si cette législation ne sanctionne pas cette évolution, elle lui laissera au moins la possibilité de se développer. Elle correspond à une perte progressive de la commercialisation des médicaments par le vétérinaire. Par le biais de la pharmacie, la profession est là encore menacée d'intégration par l'industrie qui ne peut laisser un pôle de décision technique extérieur à elle alors qu'elle vise à contrôler et maîtriser de plus en plus complètement sa production. Le praticien traditionnel reste insuffisamment contrôlable dans ses comportements commerciaux et ses habitudes thérapeutiques. Il peut constituer un frein au développement de la vente des médicaments, il est un facteur limitant de cette production pharmaceutique. Cependant, le vétérinaire reste l'agent technique adapté à l'organisation, à la diffusion de techniques thérapeutiques ou prophylactiques. C'est pourquoi, à terme, on peut supposer que, soit la branche pharmaceutique des fabricants d'aliment du bétail, soit les laboratoires pharmaceutiques eux-mêmes, visent à salarier de plus en plus de vétérinaires qui leur permettront de mettre en place un réseau de commercialisation plus rationnel, dans le sens de leurs impératifs de rentabilité, de gestion, de production, de vente de leurs produits.

C h a p i t r e c i n q u i è m e

LE PAIEMENT DIRECT A L'ACTE

Dans notre introduction sur les professions libérales, nous avons présenté ce paiement direct à l'acte comme une caractéristique essentielle de l'exercice libéral. Ce mode de rémunération n'assure aujourd'hui qu'une partie des revenus du praticien, mais il est celui qui appartient à l'exercice libéral de la médecine vétérinaire dans son sens strict. En outre, dans notre analyse du contrat tacite de soins, nous avons montré que le praticien décidait seul de la rémunération de ses actes et que ce pouvoir à décider seul caractérise une relation socialement hiérarchisée entre le vétérinaire et l'éleveur.

En tant que facteur productif ou conservatoire et en tant qu'élément du prix de revient d'une production, la médecine vétérinaire a une dimension économique (11). La rémunération de l'acte médical a une signification économique, le paiement direct à l'acte caractérise la relation économique qui unit le praticien à l'éleveur.

Ce paiement direct à l'acte a donc deux aspects : d'une part un contenu idéologique, de l'autre une signification économique.

A - Définition.

Pour définir ce que recouvre ce paiement direct à l'acte dans l'optique libérale, nous aurons recours à quelques réflexions doctrinales sur la rémunération des services des vétérinaires publiées par un groupe de praticiens dans les Cahiers de l'Amitié Rurale Chrétienne.

I. - LES ELEMENTS EN PRESENCE.

Le client, le professionnel qui ont à connaître ensemble : l'acte professionnel.

11) A partir du professionnel :

L'acte professionnel est l'acte d'une personne qui a des devoirs et qui met en oeuvre d'une façon adéquate un capital de connaissances grâce à des moyens techniques.

111) Grâce à des moyens techniques : matériel, voiture, conférences, documentation, temps passé, personnel et locaux nécessaires à l'exercice professionnel ; ces moyens peuvent être chiffrés dans une mesure qui permet de retirer une équivalence entre la rémunération et l'acte.

112) Un capital de connaissances qui comprend :

- un donné de nature qui n'a pas à être rémunéré.
- une acquisition d'un savoir, dont une partie a été fournie par nous, et une partie par la société. Cette dernière partie ne peut être rémunérée. Par contre, l'apport personnel à cette acquisition comporte une partie rémunérable.

- le temps passé et des efforts pour augmenter et entretenir son savoir : il nécessite une rémunération, une contribution du client à cette acquisition du savoir (ce qui justifie la rémunération plus élevée du spécialiste).

113) Appliqué d'une façon adéquate. Un acte professionnel doit être bien fait en conscience. Donc la rémunération ne doit pas sanctionner un acte bien ou mal fait.

Du travail fait dans des conditions spéciales peut donner droit à une rémunération spéciale (travail la nuit).

114) Par un professionnel qui a des devoirs :

- devoir de chef de famille : l'acte professionnel doit permettre d'élever ses enfants. Mais la société moderne a inventé un système de compensation des charges familiales. Ce qui entraîne une égalité de la rémunération pour tout professionnel quel que soit le nombre de ses enfants.

- devoir de confrère : il paraît normal d'inclure dans un prix de revient de l'acte, les charges afférentes à une meilleure organisation de la profession (syndicat, ordre) ou au régime social de la profession.

- devoir du citoyen : cette contribution financière à la vie de la société est personnelle et ne peut rentrer en ligne de compte dans l'établissement d'un prix de revient à l'acte professionnel.

12) A partir du client :

L'acte professionnel procure au client :

121) Un accroissement ou le maintien des biens matériels : il est normal que le praticien soit associé aux bénéfices !

122) Une certaine paix, la fin d'une angoisse ; c'est un effet humain qui ne se calcule pas, mais qui doit se payer. Ce paiement est plus de l'ordre de la reconnaissance que de l'ordre de la prestation, ce sont les honoraires dont la fixation est subjective.

123) Une ouverture d'esprit, par la façon dont l'acte est fait : apport humain qui est fonction de l'apport d'une personne à une autre personne, et non pas fonction de la profession elle-même. Cet apport n'est pas négociable, d'autant plus que dans cet apport, celui qui apporte reçoit aussi de l'autre : il y a échange.

Il entre donc dans la rémunération :

- des éléments négociables,
- des éléments non négociables.

Résumé : Eléments en présence dans la rémunération d'un acte vétérinaire.

1.) Remboursement ou amortissement des moyens techniques employés.

2.) Contribution à l'entretien de la vie et de la science du vétérinaire.

3.) Paiement des éventuelles sujétions (ex. travail de nuit).

4.) Charges afférentes à l'organisation professionnelles.

5.) Pourcentage du profit obtenu par le client pour le maintien ou l'accroissement de ses biens.

6.) Reconnaissance pour le bienfait (= honoraires).

II) - LA REMUNERATION DANS SON CONTEXTE.

21) Cette conception de la rémunération est un équilibre entre :

- la satisfaction des besoins,
- et la recherche du profit légitime.

22) Satisfaction des besoins = économie de service.

Dans cette perspective, le but du travail n'est pas le gain d'argent. Il est dans la mise à la disposition de la communauté humaine de ses capacités, de ses connaissances, de son pouvoir.

Et le gain d'argent n'est que le moyen par lequel le professionnel :

- pourra lui-même vivre dans la paix et l'équilibre (condition d'un bon travail) ; accroître ses capacités et ses connaissances pour le service commun ;
- pourra mettre sa femme et ses enfants dans les mêmes conditions optima de service.

L'acte professionnel aura atteint son but si le client se grandit en incluant notre apport professionnel dans un équilibre supérieur de vie personnelle et sociale. L'argent reçu sera sans commune mesure avec l'acte fait (éducation de l'esprit) mais permettra de vivre et de poursuivre un nouvel effort.

23) Recherche du profit légitime.

Une telle rémunération est dans un rapport étroit :

- avec la compétence plus ou moins grande (et donc le courage pour l'acquérir, notamment par l'étude).
- avec la quantité de travail, donc inversement proportionnelle à la paresse et à la négligence,
- avec l'accroissement des biens des clients et donc avec l'intérêt pris à son travail, qui est à base de charité et d'amour des gens.

Il n'y a aucunement à se scandaliser de la part et de la place faite au profit légitime.

a) Certes, pour les meilleurs, l'idée de dévouement au Bien commun sera suffisante,

b) Mais pour la majorité des hommes, le travail ne sera fécond, du moins d'une manière habituelle, que si l'on met en jeu l'intérêt personnel.

"Une société bien organisée doit, pour son bon fonctionnement, son heureux développement, chercher à utiliser toutes les énergies, toutes les capacités des citoyens. Or ceux-ci ne consentent à fournir leur effort maximum que si l'on fait appel en eux à un sentiment susceptible de secouer la demi-paresse qui nous est naturelle. D'où une société civilisée doit faire appel à l'intérêt personnel. Le profit peut donc être une institution sociale" (R.P. Villain, Sem. d'Angers, 1935).

B - Le contenu idéologique du paiement direct à l'acte.

1.) Une relation individuelle entre le praticien et l'éleveur.

L'individualisme est, dans le système libéral, érigé en valeur. Celui qui a pris la responsabilité de l'appel s'engage à payer directement ce service à celui qui le lui a rendu.

2.) Signification de l'entente directe.

Selon J. SARANO : "L'entente directe est une expression juridique qui signifie que le praticien décide lui-même du montant de ses honoraires d'après l'importance qu'il attribue au service rendu et au jugé de la situation de fortune de son client. Il n'est donc nullement question d'entente réelle".

L'entente directe, aujourd'hui le paiement direct à l'acte, caractérise donc parfaitement une relation socialement hiérarchisée. Elle reflète la situation de classe du vétérinaire. L'éleveur honore le praticien en s'acquittant de la dette qu'il a envers lui. Le cadeau offert parfois au praticien en supplément des honoraires a une valeur symbolique qui illustre cette relation de classe. L'éleveur a la reconnaissance du bienfait, le praticien dispose du pouvoir de juger du montant de la rémunération qu'il va exiger et ceci en fonction de critères qui lui sont personnels.

(D'ailleurs, et plus dans le passé qu'aujourd'hui, les membres des professions libérales disposent souvent d'autres sources de revenus que leur activité professionnelle et l'exercice

professionnel est alors moins un gagne-pain qu'une manière de jouer un rôle social).

3.) La recherche du profit individuel érigée en but de l'activité professionnelle.

Dans le système libéral, le profit est légitimé ; il est érigé en institution sociale. Or, ce profit légitime épouse la hiérarchie sociale. Il n'est donc pas le même pour le vétérinaire et pour l'éleveur ou une autre catégorie sociale. Donc, cette recherche du profit légitime sanctionne un état social et réciproquement ce profit légitime lui-même hiérarchisé, hiérarchise à son tour les rapports sociaux. Il est un facteur de division sociale. Il prend un caractère de classe.

Quelle signification prend alors la rémunération à l'acte ? Nous avons vu, dans la définition donnée par le groupe de praticiens, qu'elle doit permettre au vétérinaire de répondre à des devoirs de chef de famille et à des devoirs de confrère :

"Il paraît normal d'inclure dans un prix de revient de l'acte, les charges afférentes à une meilleure organisation de la profession (syndicat, ordre) ou au régime social de la profession".

La rémunération du vétérinaire doit donc être liée à son rang social, lui permettre d'entretenir un standing de vie lié à ce rang social (bourgeois), de se perpétuer au travers de sa famille en tant que bourgeois. Enfin, elle doit lui permettre, en

tant que professionnel, de participer à l'organisation et à la défense de la profession en tant que corps professionnel constitué (Organisation corporatiste de la profession).

En conclusion, ce mode de rémunération, par le pouvoir du praticien à décider seul du montant de la rémunération par son contenu idéologique et enfin par le contexte social dans lequel il s'inscrit prend donc un caractère de classe qui caractérise la relation du praticien et de l'élèveur.

C - Signification économique du paiement direct à l'acte.

1.) La tarification de l'acte.

Les notions de coût et de prix de revient du service prennent de plus en plus d'importance dans le cadre d'un élevage rationalisé. L'intervention de la comptabilité dans la gestion des exploitations agricoles imposait une tarification de l'acte.

Le perfectionnement et la multiplication des actes ont suscité une classification, une nomenclature et une tarification de ces actes.

Enfin, la déontologie elle-même, pour moraliser la concurrence entre praticiens favorisa cette tarification. Le syndicat préconise donc un tarif minimum, en général perçu par le praticien comme un tarif indicatif plutôt qu'impératif. Ce tarif laisse une marge d'appréciation personnelle au praticien.

Dans les faits, cette rémunération à l'acte n'appar-

raît pas toujours clairement. Elle est parfois compressée et compromise par l'importance des médicaments dans la note que présente le vétérinaire à son client. Très souvent le praticien comprime la rémunération du service et compte essentiellement sur le revenu que lui procure la vente des produits pharmaceutiques. Le service tend à n'être plus que le prétexte et la justification de cette délivrance des médicaments par le praticien.

2.) Les avantages du paiement à l'acte pour le praticien.

Rémunéré à l'acte médical, le praticien est directement intéressé à sa production. Ce mode de rémunération lui accorde un certain contrôle de son revenu et le praticien pourra être tenté de multiplier le nombre de ses actes au cours de la journée, d'accroître sa clientèle.

SIMON, dans sa thèse : "Les déplacements du praticien rural" dénombre 6 à 15 déplacements par jour pour 67 % des vétérinaires, 9,34 % des praticiens en effectuent plus. La recherche du plus grand profit peut faire tendre vers une multiplication maximale des visites. Cependant, comme le dit ARMAND, "En fait le vétérinaire ne peut exploiter la totalité de "son potentiel travail" car il doit fournir un service de qualité pour faire face à la concurrence..... En France, cette concurrence est souvent inexistante".

Ce mode de rémunération incite à une médecine rapide et en compromet la qualité. Nous avons, dans un chapitre, exposé

les différents moyens qui permettent au praticien de s'attacher ses clients. Le praticien peut être tenté de faire passer au second plan ses préoccupations médicales et user prioritairement d'autres moyens de contrôle du "marché" de sa clientèle. La nature des investissements professionnels illustre ce souci : par exemple, dans un état de sous-équipement technique regrettable, le praticien achètera le radio-téléphone, ce qui lui permet à la fois de se garantir contre la concurrence et de pratiquer une médecine rapide guidé par sa recherche du profit ; cet achat se fera avant d'autres investissements qui amélioreraient la qualité de son service ; en particulier une amélioration de ses capacités dans le diagnostic faciliterait et améliorerait la prescription.

3.) Païement direct à l'acte et médecine économique.

Nous avons vu que dans l'entente directe, l'appréciation de la rémunération de l'acte restait au praticien. Il n'y avait pas d'entente réelle entre le vétérinaire et l'éleveur. Dans la tarification de l'acte, la profession décide toujours seule et impose ses prix à l'éleveur. Or la médecine vétérinaire, toujours proclamée médecine économique n'a jamais posé les termes de la définition de sa rémunération en termes économiques. Une médecine vétérinaire véritablement économique le serait dans sa conception des soins mais aussi dans son mode de rémunération. Dans le cadre d'une médecine individuelle et curative, on soigne ou l'on ne soigne pas l'animal malade, on limite au besoin les frais de soins. La valeur économique de l'acte se définit par rapport à celle de l'animal en tant qu'individu faisant partie du capital

foncier de l'exploitation et non par rapport à sa valeur d'usage en tant qu'animal de rente. La perte de l'animal, évitée grâce aux soins est, à la limite, considérée comme un profit procuré à l'éleveur. Le praticien doit en retirer une part qui rémunère le service rendu. D'autre part, le praticien n'a pas l'obligation du résultat : "un acte professionnel doit être bien fait en conscience. Donc la rémunération ne doit pas sanctionner un acte bien ou mal fait."

Le paiement à l'acte n'est pas un mode de rémunération adapté à une médecine économique. La liberté qu'il confère au praticien dans le contrôle de ses revenus peut s'opposer aux intérêts propres des éleveurs. Faute d'être définie par rapport à la valeur d'usage de la médecine vétérinaire, la rémunération du praticien et la tarification des différentes interventions ne peuvent reposer sur une définition économique claire. Le prix de l'intervention se trouve lié davantage à la nature de l'intervention qu'à son efficacité économique. Sur quelle base différencier et classer les interventions ? La difficulté ? La part du travail ou du capital investi dans le matériel nécessaire ? Le temps perdu qui est improductif pour l'éleveur doit-il être rémunéré ? Quelle est la justification du prix de l'intervention césarienne par exemple ? Elle n'est même pas dans la valeur marchande du veau ou tout au moins elle ne l'est que d'une manière relative.

Selon ARMAND : "le coût de cette médecine est lié à la personne qui l'exerce, non pas à la compétence médicale, c'est

à-dire le plus souvent une compétence technique de cette personne, mais à son niveau universitaire. Ainsi, pour un travail identique, le "docteur" coûte plus cher que le "technicien"... Ainsi le vétérinaire coûte à l'agriculteur entre 8 et 40 jours de travail".

La médecine vétérinaire est une réalité économique. Nous avons décrit l'exercice libéral de la médecine vétérinaire comme le mode de production des activités vétérinaires. Ce mode de production apparaît inadapté aux conditions économiques de la production, en particulier par son mode de rémunération qui caractérise la relation économique du praticien et de l'éleveur. Il y a contradiction entre la valeur marchande de la médecine vétérinaire diffusée sur le mode libéral et sa valeur d'usage. La base de rémunération devrait être l'utilité économique. Or elle est calculée en fonction de facteurs qui font intervenir pour la plus grande part les seuls intérêts du vétérinaire. Selon ARMAND : "Le coût de la médecine vétérinaire est fixé de manière arbitraire en ce sens qu'il n'y a pas de relation entre les frais vétérinaires comme élément du coût de production et les interventions vétérinaires comme facteur de production ; en d'autres termes : le prix d'une intervention est davantage basé sur l'importance du travail que le vétérinaire a effectué que sur la productivité de cette intervention". La valeur d'usage de la médecine vétérinaire condamne son mode de production libéral et en particulier son mode de rémunération à l'acte médical.

D - Conclusion.

Nous avons décrit deux aspects du mode de rémunération de l'acte médical du praticien. L'aspect idéologique replace ce mode de rémunération dans le cadre de l'idéologie libérale dans laquelle la recherche du profit individuel comme but de l'activité professionnelle est légitime. Cette recherche du profit individuel s'inscrit dans un système de valeurs inégalitaires que cette reconnaissance du profit légitime perpétue. Le profit légitime est lui-même hiérarchisé.

La situation de classe du praticien (bourgeois libéral) lui confère un pouvoir de décision qui s'exprime au travers du contrat tacite de soins et en particulier dans l'appréciation personnelle de sa rémunération. L'évolution des structures de l'élevage qui repose aujourd'hui la question de la valeur d'usage de la médecine vétérinaire et de sa rémunération, condamne le mode de production libéral de la médecine vétérinaire et en particulier son mode de rémunération direct à l'acte. A valeur professionnelle égale, le technicien coûte moins cher que le docteur. C'est toute la place et le rôle de la profession vétérinaire (et du praticien) dans la société qui se retrouve mis en cause.

C O N C L U S I O N

Dans cette troisième partie, nous avons analysé les principes régissant l'exercice libéral de la médecine vétérinaire en montrant les limites imposées à ces principes par ce libéralisme lui-même, en tant que système mû par une recherche du profit (en particulier les limitations imposées au libre choix du praticien par le client et à la liberté d'installation des vétérinaires.) En outre, ces principes n'appartiennent pas en propre au système libéral mais l'utilisation qui en est faite, la manière dont ils s'exercent sont propres à cet exercice libéral de la médecine vétérinaire. Ils caractérisent le mode libéral de diffusion du service vétérinaire sur le plan technique et économique, ils ne peuvent être à eux seuls la garantie de la qualité de la médecine prodiguée. Par contre, ils caractérisent la relation entre le praticien et le client dans le cadre du service et ils définissent un mode de rémunération de ce service. D'ailleurs, on peut se demander si l'opposition de la majeure partie des praticiens à ce qu'on appelle la fonctionnarisation, en fait le salariat à plein temps, n'est pas essentiellement la défense d'un mode de rémunération privilégié, la défense du niveau de leurs revenus. L'indépendance du praticien signifie, au nom de l'éthique, défendre son indépendance économique.

Q u a t r i è m e p a r t i e

LE VETERINAIRE RURAL = INTELLECTUEL TRADITIONNEL

A - Introduction.

Lorsque GRAMSCI explique comment les intellectuels libéraux deviennent des intellectuels traditionnels, il décrit une tendance historique qu'il est difficile de fixer et d'analyser à un moment donné sans altérer la précision de l'analyse (l'évolution du mode de production est déterminante).

Prenons plus précisément les intellectuels du monde rural, GRAMSCI écrit : "Les intellectuels de type rural sont en grande partie traditionnels. C'est-à-dire liés à la masse sociale paysanne et petite bourgeoise des villes (surtout des centres mineurs) qui n'a pas encore été transformée et mise en mouvement par le système capitaliste". Il oppose ces intellectuels aux intellectuels de la bourgeoisie urbaine et industrielle qui sont les techniciens. La mise en mouvement du capitalisme opère une substitution. De nouvelles couches d'intellectuels deviennent les intellectuels organiques de la bourgeoisie industrielle qui se développe. Aujourd'hui, cette bourgeoisie industrielle pénètre les campagnes et les structures agricoles en voulant industrialiser l'agriculture et la mettre à l'heure du système capitaliste. Nous sommes donc en présence d'un phénomène aujourd'hui sensible au niveau de la profession vétérinaire. A ce niveau, je rejoins l'analyse que fait G. FROMM dans sa thèse : "Salariat Vétérinaire,

insertion sociale du vétérinaire salarié". Ces intellectuels libéraux (dont les vétérinaires libéraux), liés à la petite bourgeoisie rurale sont, selon la terminologie de GRAMSCI, des intellectuels traditionnels liés au mode de production antérieure. Ces intellectuels libéraux occupent aujourd'hui une position intermédiaire. Ils pourraient devenir (en particulier les vétérinaires praticiens) les intellectuels organiques des masses paysannes. En fait, la bourgeoisie tendra à s'assurer leur concours politique (mainmise politique sur le milieu rural) en leur accordant en contrepartie certains privilèges (monopole de la prophylaxie des maladies contagieuses, et par la loi sur la pharmacie de 1942, monopole de fait de la détention et de la commercialisation des médicaments vétérinaires. Ces intellectuels dits traditionnels ne disparaissent pas. Leur rôle et leur place dans la société évoluent, leur comportement aussi. Ils perdent de leur notabilité, leur influence politique sera de moins en moins importante dans le milieu rural. Exclue de la direction politique de la société, ils peuvent trouver un rôle subalterne et garder pendant un certain temps au moins une partie de leur influence.

D'un point de vue plus purement professionnel, l'exercice change car les conditions économiques changent. L'exercice libéral de la profession vétérinaire sera de moins en moins libéral. La profession garde d'un point de vue théorique une structure libérale alors que les avantages et les fonctions qui en découlent, que lui accorde l'état pour s'assurer son concours politique altèrent ce caractère libéral. L'exercice dit libéral est de

plus en plus une forme mixte qui allie le statut de praticien libéral à celui de vétérinaire contractuel ou fonctionnaire de l'état, sans parler du secteur salarié. Il est important de préciser que, quoique les tenants fervents du libéralisme proclament, c'est par les secteurs dévolus par l'état à la profession vétérinaire que le praticien conserve son importance dans le milieu rural. Un changement dans l'attitude de l'état vis-à-vis des vétérinaires libéraux n'est-il pas en train de s'opérer avec la perspective d'une nouvelle législation sur la pharmacie vétérinaire ainsi que sur le statut de vétérinaire sanitaire ? (agrément du "prophylactiseur").

Pour la défense de ses intérêts, très tôt la profession s'est organisée sur une base corporatiste. Après avoir étudié les fondements de l'idéologie corporatiste, nous étudierons l'organisation corporatiste de la profession inspirée par cette idéologie.

B - L'idéologie des intellectuels traditionnels.

Cette idéologie a deux fondements principaux :

a) La division historique entre le travail intellectuel et le travail manuel : historiquement, une profession libérale est une profession d'homme libre, profession qui ne faisait pas déroger à la noblesse. Tel est le sens de profession libérale à une époque où la plupart des travaux manuels étaient confiés à des esclaves. Comme le dit MEUNIER : "Les operae illibérales désignent les professions réservées aux affranchis. Le droit romain s'atta-

che à privilégier le travail intellectuel par rapport au travail manuel".

b) Les valeurs de la civilisation paysanne : ces valeurs sont présentées comme certaines et stables, comme celles qui ont inspiré la civilisation occidentale. Or cette société rurale traditionnelle est très hiérarchisée, patriarcale. Les clivages principaux sont d'ordre hiérarchique selon une échelle de prestige socio-économique. La division entre le travail manuel et le travail intellectuel s'intègre fort bien dans le système de valeur hiérarchisé propre à cette société rurale mais ne constitue pas, outre le patriarcat, la seule base de clivage hiérarchique. La réussite sociale individuelle (celle de la famille) a un rôle important. Selon MENDRAS : "Pour être un bon agriculteur, il faut être un gros et par conséquent être en haut de la hiérarchie sociale villageoise".

L'autorité patriarcale au sein de la famille, le sens attribué à la réussite sociale individuelle, le prestige conféré aux activités intellectuelles marquent profondément cette idéologie, introduisant un certain nombre de divisions qui trouvent leur justification par référence à un système de valeurs inégalitaires. Dans un tel climat idéologique, les affrontements ne se posent pas en termes de classe même si les divisions révèlent de véritables oppositions de "classe" (notable-paysan ; bourgeois-agriculteurs ; agriculteurs entre eux). L'autorité du notable y est reconnue au même titre que celle du père.

Les intellectuels traditionnels sont porteurs d'une idéologie par laquelle ils se posent comme indépendants des classes sociales et comme représentants d'une continuité historique. Cette idéologie masque leur origine et leur position de classe. Leur discours idéologique, faisant référence à ces valeurs du passé (la défense des valeurs de l'exploitation familiale, par exemple) vise à mystifier les classes sur lesquelles ils exercent leur hégémonie (vétérinaires, paysans) afin de perpétuer un système inégalitaire dans lequel ils occupent une place privilégiée.

Notre opinion trouve une illustration dans le contenu du discours tenu par de nombreux vétérinaires ruraux "représentatifs" de leur corporation.

1) "Aujourd'hui un choix s'impose :

- soient les valeurs permanentes de la vie familiale paisible, de la civilisation paysanne qui peut très bien assimiler les authentiques progrès de la science sans perdre son âme, du travail indépendant dont on est responsable, de la clientèle libérale enfin qui ne connaît que le service du client dans une atmosphère d'humaine compréhension, pour peu que les personnes n'aient pas l'âme gâchée par l'esprit de revendication.

Ces valeurs permanentes sont celles qui allient le mieux et l'autorité et la liberté, chacun étant libre de se soumettre à la compétence de l'autre....."

2) "S'il y a une structure à sauvegarder dans l'environnement actuel, pour parler comme le veut la mode, c'est bien l'exploit-

tation familiale. Et son corollaire : la clientèle de type libéral ; nous allons dire le vétérinaire de famille. Plus d'exploitations familiales, plus d'exercice libéral de la médecine vétérinaire en milieu rural".

C - L'organisation corporatiste de la profession.

1. Le Concours d'entrée.

Le Concours d'entrée aux Ecoles Nationales Vétérinaires est un concours national commun aux trois écoles vétérinaires. Ce concours régit l'accès à la profession et repose sur le principe du Numerus Clausus.

Ce Concours, sans parler de la mise en cause de son principe, est une véritable brimade. La sélection qu'il opère ne repose que sur le travail, il réduit l'étudiant à un bachotage forcené. Le programme même de ce concours n'est pas intégré au reste des études vétérinaires et ce concours constitue un véritable "cul de sac" pour l'étudiant qui ne franchit pas cette épreuve de bachotage. Une telle épreuve n'est pas sans conséquence sur l'esprit dans lequel l'étudiant va aborder son entrée dans la profession. Les sacrifices consentis durant la préparation du concours, la nature de la sélection appauvrissent l'esprit critique d'un étudiant qui, heureux d'être parvenu à accéder à l'école n'est pas prêt à remettre en cause une sélection qui se trouve justifiée par les avantages que lui confère son entrée dans la "vétérinaire".

Ce principe du Numerus Clausus, en définissant l'accès à la profession illustre une conception étroitement corporatiste de la défense des intérêts de la profession. Dans sa thèse de Doctorat : "Encombrement et avenir de la profession", A. PEYTAVIN nous révèle fort bien la signification de ce principe : "Chacun admet l'exigence pour le praticien d'un standing de vie convenable. Cette exigence repose sur la certitude que pour qu'un homme puisse occuper sa place dans la société et servir utilement celle-ci, il doit être libéré d'un minimum de contingences matérielles..."

Limitier l'accès à la profession a donc été, surtout par le passé, la mesure qui permettait aux praticiens libéraux en place de sauvegarder une situation privilégiée.

Cependant, PEYTAVIN percevait les conséquences de ce Numerus Clausus pour la profession : "Le Numerus Clausus empêche de multiplier les secteurs d'activité de la profession. Or l'avenir de la profession repose sur ces activités nouvelles et la profession restera à l'écart de l'évolution du monde et de l'économie rurale". Le Numerus Clausus prend un sens supplémentaire il est la défense de la nature libérale de la profession. En effet, le secteur libéral n'est pas certain de pouvoir absorber un surplus de vétérinaires praticiens ; de toute façon, il ne le souhaite pas. "Libéraliser" l'accès à la profession présente le risque de voir grossir le secteur salarié de la profession dont l'importance croissante inquiète déjà les libéraux. L'équilibre

interne à la profession pourrait se voir remis en cause et le secteur libéral risquerait de perdre l'initiative.

2. L'Ecole et la profession.

L'entrée dans l'Ecole.

Selon le Comité d'Action Vétérinaire, dans une plaquette intitulée : "La profession nous refusons" : "L'engrenage de la contrainte insidieuse, car cohérente et sans à-coups révélateurs, existe de la préparation aux écoles jusqu'à la thèse... Dès son entrée à l'Ecole, l'étudiant est pris en mains par l'"Ancien" qui, sous le couvert d'un folklore et d'une tradition bi-centenaire, l'intègre dans un système de caste hiérarchisée : "La grande famille des vétérinaires". Cela se traduit chez l'arrivant par un appauvrissement de la liberté intellectuelle, finalement la soumission à ce qui semble être la condition sine qua non de l'intégration. Il écoute "l'Ancien" (qui se considère déjà comme membre de la grande famille et prend sa condition très au sérieux) comme demain il écouterait ses maîtres.... Le corps enseignant conscient de ce phénomène l'encourage et va parfois jusqu'à souhaiter qu'on lui livre un étudiant soumis, appauvri dans son comportement critique".

Le régime de l'internat semble avoir joué un rôle important dans le développement de ces règles internes à la profession. Yves DUVAL, dans sa thèse de Doctorat : "Le syndicalisme professionnel vétérinaire" : "Le régime de l'internat dans les écoles se maintient malgré les attaques violentes ; certains

confrères voient en lui la cause de la sujétion des intelligences dont souffre la profession entière (affranchir du joug qu'exerce le dogmatisme professoral)".

Rapports entre le corps enseignant et la profession.

Il semble qu'une contradiction existe ; le vétérinaire est généralement amené à critiquer et souvent avec virulence, l'enseignement qu'il a subi. Pourtant le corps enseignant qui est en principe dans la profession, la fraction ayant la plus grande mobilité reste soumis au devenir de la profession et à ses desiderata.

La contradiction est en fait superficielle car la critique adressée à l'enseignement ne porte que sur son manque de vitesse et de diligence à suivre l'évolution de la profession. La vraie critique timidement formulée, par quelques universitaires, devrait en fait porter sur l'incapacité du corps enseignant à assurer un rôle moteur et déterminant pour la transformation permanente de la profession. Mais, si cette capacité évolutive existait, il y aurait incompatibilité totale entre le corps professoral et le syndicat des vétérinaires qui dans son essence même est corporatif, c'est-à-dire conservateur de situations acquises et qui n'est réformiste que dans la mesure où des échéances sont imposées par l'évolution de l'agriculture.

En réalité, la majorité des étudiants et des enseignants est à la remorque de cette profession ; il en résulte une tendance à assurer la pérennité du système professionnel en place

et de la hiérarchie des valeurs admises par l'ensemble des vétérinaires (d'après "La profession nous refusons").

Rapports entre l'étudiant et la profession.

En recherchant la compagnie du praticien, l'étudiant s'intègre à la profession et la critique de l'enseignement qu'il va nécessairement formuler ne diffère pas de celle du praticien.

Au terme de ses études, l'étudiant est jugé digne d'exercer sa profession, mais il ne saurait assurer sa fonction s'il n'a subi l'initiation sur le "tas", et il ne pourra l'assumer que s'il accepte implicitement les règles internes de la "Vétérinaire". Règles qu'il met en pratique dans l'adjuvat remplacement où il se substitue, par un phénomène de mimétisme étonnant à son vétérinaire, en adoptant ses intérêts et sa façon d'être. Depuis le choix de son futur "beau métier" jusqu'à l'établissement de sa clientèle, le chemin du jeune vétérinaire est bien tracé, il n'a qu'à le suivre en absorbant les inévitables du corporatisme.

3. Syndicat et Ordre des Vétérinaires.

Ainsi s'édifie progressivement la conscience d'appartenir à la famille vétérinaire. Les liens qui se tissent entre étudiants dans la sphère plus ou moins close des écoles vétérinaires, ceux que l'étudiant noue avec les praticiens comme ceux qui lient le corps enseignant à la profession assurent à la "Vétérinaire" sa cohésion. Cette cohésion est maintenue par le rôle du syndicat et surtout celui de l'Ordre des Vétérinaires. La

profession, en 1947, s'est prononcée pour la coexistence d'un Ordre professionnel et d'un Syndicat.

L'Ordre.

L'ordonnance du 18 février 1942, crée à l'image de celui des avocats, un Ordre National des Vétérinaires Français. L'Ordre est une institution de caractère semi-public auquel l'adhésion est obligatoire et dont les attributions sont administratives et disciplinaires. Il contrôle l'accès à la profession, normalise les rapports entre praticiens, praticiens et clients ; il contrôle l'exercice professionnel en sanctionnant les erreurs, les manquements à l'honneur et à la discipline. Quoique institution gouvernementale dans le sein de la profession, pratiquement, les dirigeants de l'Ordre furent toujours choisis par les dirigeants professionnels. L'Ordre représente la profession auprès des pouvoirs publics et dispose d'une certaine autonomie.

Le Syndicat.

Si les corporations furent supprimées en 1971, les premières chambres syndicales qui apparaissent dès 1860 sont toujours des associations formées pour la défense corporative. Ainsi, le Président de la Société de Charente-Inférieure déclarait le 8 mars 1879 : "Il est nécessaire que notre société soit philanthropique... individuellement ils (les praticiens) se prêtent un mutuel soutien, dépendant tous d'une grande famille, ils ont le droit de compter les uns sur les autres".

Le Syndicat a pour buts l'étude et la défense des intérêts matériels des vétérinaires, la recherche et l'emploi de tous les moyens nécessaires à cette défense. L'adhésion au syndicat est facultative. La situation sociale et matérielle du praticien explique en général son faible empressement à participer à l'action syndicale. Placé dans un régime concurrentiel, le praticien a en général situé la défense de ses intérêts particuliers dans le cadre de sa propre clientèle. Par contre, ce n'est qu'au moment où de graves menaces pèsent sur sa profession que l'esprit "syndicaliste" se réveille. Le problème des prophylaxies et aujourd'hui celui de la pharmacie vétérinaire redonnent une certaine unité au syndicat vétérinaire.

Conclusion.

On constate une nette prédominance de l'Ordre sur le syndicat. BRION, président de l'Ordre des Vétérinaires Français, ne déclarait-il pas dans le cadre d'une polémique avec des syndicalistes vétérinaires : "Incontestablement, si l'un des deux organismes devait disparaître, c'est le syndicat, organisme privé, nullement représentatif, qui serait supprimé". Organisme facultatif, et quoiqu'ayant une conception corporatiste de la défense des intérêts des vétérinaires, le syndicat a du mal à regrouper derrière lui une profession qui se retrouve souvent divisée sur la stratégie à suivre.

C'est donc l'Ordre qui assure la cohésion de la profession en définissant le type de relations que doivent entrete-

nir les praticiens entre eux, les praticiens avec leurs clients, les praticiens avec tout le monde extérieur à la profession. Il donne sa conscience de groupe, homogénise la profession par le biais d'une morale professionnelle, la déontologie. Enfin, défendant les intérêts matériels essentiels de la profession sous le couvert de la défense de l'honneur et de la moralité, il se comporte en syndicat camouflé. Toutes ces tâches expliquent la prédominance de l'Ordre sur le Syndicat.

Conclusion.

Cette idéologie corporatiste a une efficacité certaine. Elle donne aux vétérinaires un sentiment de solidarité, de caste et une certaine cohésion. Elle les pousse à se donner des organisations relativement indépendantes des classes dominantes avec lesquelles elle collabore (en faisant croire qu'elle le fait sur un pied d'égalité). Elle justifie ce que cette plus ou moins grande autonomie de leur organisation permet : la défense des intérêts de caste surtout dans le cas où cette défense les entraînerait à infléchir certaines décisions des classes dominantes. Enfin, elle sert à masquer leur position de classe et à mystifier les classes sur lesquelles ils exercent leur hégémonie, tentant par là de perpétuer un système dans lequel ils occupent une place privilégiée mais qui se trouve aujourd'hui menacée.

C O N C L U S I O N

Nous avons essayé de situer la profession vétérinaire, le rôle du praticien dans la société et la nature de l'exercice libéral de la médecine vétérinaire dans le cadre d'un processus historique : le développement et l'évolution du libéralisme en France.

La profession vétérinaire et libérale apparaît comme un exemple où l'application du libéralisme économique ou, dans ces derniers temps, la transposition pratique des principes mêmes du libéralisme sont de plus en plus difficiles.

Intellectuel libéral, le praticien vétérinaire s'est vu décerner un certain nombre de tâches dans le fonctionnement du régime parlementaire de démocratie politique et dans la socialisation des masses paysannes.

Soucieux de préserver une position privilégiée, le praticien véhicule une idéologie selon laquelle il se présente comme indépendant des couches sociales et représentant d'une continuité historique. Cette idéologie s'accompagne d'un sentiment de caste qui s'exprime dans l'organisation corporatiste de la profession. Cette idéologie aboutit à une mystification en présentant l'exercice libéral comme la garantie d'une médecine de qualité.

Or aujourd'hui, plus on s'éloigne des structures libérales de l'économie, plus il sera difficile de diffuser le service vétérinaire sur un mode libéral qui apparaît de plus en plus en porte à faux. Les praticiens libéraux se sentent aujourd'hui menacés par le développement du mode de production capitaliste qui se caractérise par une restructuration et une concentration des moyens de production. L'exercice est de moins en moins libéral, l'importance des salariés vétérinaires intervenant dans les milieux agricoles augmente. Face à cette évolution, deux courants principaux s'expriment dans la profession ; l'un qui veut à tous prix assurer la défense du Statut libéral du praticien, l'autre qui, face aux changements qui s'opèrent dans les milieux agricoles, veut tenter une adaptation de la profession par l'association et la spécialisation des praticiens, le développement des groupements techniques et des relations contractuelles avec les éleveurs.

Cependant, l'évolution des structures de l'élevage pose, en termes nouveaux, la question de la valeur d'usage de la médecine vétérinaire et de sa rémunération. Ne condamne-t-elle pas le mode libéral de production de la médecine vétérinaire ?

B I B L I O G R A P H I E

OUVRAGES.

1. BRION (A.) - Précis de législation vétérinaire. 4ème édition.
Edition Vigot, 1970.
2. BON (F.) et BURNIER (M.A.) - Les nouveaux intellectuels.
Edition du Seuil, 1971, Collection Politique.
3. CARO (G.) - La médecine en question. Edition Maspero, 1969.
4. FAURE (M.) - Les paysans dans la société française. 2ème
édition, Edition A. Colin, 1967. Collection U.
5. LECLAINCHE (E.) - Histoire de la médecine vétérinaire. Office
du Livre, Toulouse, 1936.
6. MARX (K.) et ENGELS (F.) - Le manifeste du parti communiste.
Editions en langues étrangères, Pekin, 1966.
7. MENDRAS (H.) - La fin des paysans. S.E.D.E.I.S., Futuristes,
1967.
8. PIOTTE (J.M.) - La pensée politique de GRAMSCI - Edition
Anthropos, 1970.
9. ROY (G.) - Annuaire vétérinaire - Edition Walter, 1970.
10. Vétérinaires de France - Regards sur la France Edit., 14 rue
Drouot, Paris, 9e, 1965.

THESES DE DOCTORAT VETERINAIRE.

11. ARMAND (M.) - Essais sur le vétérinaire praticien dans l'éco-
nomie agricole. Thèse, Lyon, 1970.
12. BLANCHON (J.) - L'exercice libéral de la médecine vétérinaire
dans l'agriculture moderne. Thèse, Lyon, 1963.
13. CHARTIER (A.) - L'ordre des vétérinaires : pouvoirs adminis-
tratifs et disciplinaires, rôle social. Thèse,
Alfort, 1968.

14. DUGARDIN (F.) - Nature de la profession vétérinaire face à l'évolution de l'agriculture. Thèse, Lyon, 1964.
15. DUVAL (J.) - Le syndicalisme professionnel vétérinaire. Thèse Alfort, 1962.
16. FROMM (G.) - Le salariat vétérinaire. Insertion sociale du salarié vétérinaire. Thèse Lyon, 1971.
17. HERVE (D.) - La détention des produits pharmaceutiques par le vétérinaire : aspects pratiques". Thèse Alfort, 1969.
18. LE JOUBIOUX (J.) - Considérations sur le rôle social du vétérinaire rural. Thèse Alfort, 1963.
19. MEUNIER (P.) - Aspects de la médecine vétérinaire rurale libérale dans ses rapports avec le monde paysan. Thèse Lyon, 1972.
20. OUDINOT (M.) - Essai sur les perspectives nouvelles offertes à un jeune vétérinaire praticien en milieu rural. Thèse Alfort, 1965.
21. PEYTAVIN (A.) - Encombrement et avenir de la profession vétérinaire. Thèse Alfort, 1952.
22. SIMON (B.) - Les déplacements du vétérinaire praticien rural. Thèse Alfort, 1965.

PLAQUETTES - COLLOQUES.

23. A.I.P.V. - La distribution des médicaments vétérinaires aux U.S.A. Colloque du 21 mai 1969.
- L'élevage industriel et la pharmacie vétérinaire Colloque du 11 juillet 1969.
- Veaux aux hormones et loi sur la pharmacie vétérinaire. Propositions.
24. La Profession nous refusons. Comité d'Action Lyon-Alfort, 1969.
25. Présence vétérinaire. Numéro spécial de la revue des étudiants des Ecoles Vétérinaires Françaises, 1966.
26. WINCKELLMULLER (A.), JOUBERT (P.) - I.N.R.A. 1969. Réflexions préalables à l'étude de la pharmacie vétérinaire.

T A B L E D E S M A T I E R E S

INTRODUCTION	5
PLAN D'ETUDES	9
PREMIERE PARTIE : Les professions libérales. La profes- sion vétérinaire libérale	10
A - Définition	10
B - Caractère intellectuel et représentativi- té sociale des professions libérales . .	12
C - Indépendance et liberté du praticien . .	13
D - "Colloque singulier" et mode de rémuné- ration	14
E - Organisation des professions libérales .	18
F - Conclusion	19
DEUXIEME PARTIE	21
1er Chapitre : Les conditions historiques du déve- loppement de la profession vétérinaire . . .	21
A - Introduction	21
B - Les retentissements de la révolution bour- geoise de 1789 sur le milieu rural et les structures agricoles	23
C - Caractéristiques de l'évolution de la profession vétérinaire	29
2ème Chapitre : Les intellectuels libéraux	34
A - Introduction	34
B - Les intellectuels libéraux	35
3ème Chapitre : Ethique professionnelle et idéologie dominante	39
A - Introduction	39
B - Bases théoriques d'une médecine collecti- ve et préventive	41
C - Ethique professionnelle et idéologie dominante	44
D - Conclusion	45

TROISIEME PARTIE : L'exercice libéral de la médecine vétérinaire	47
1er Chapitre : La liberté d'installation	49
A - Définition	49
B - Analyse critique	52
2ème Chapitre : Le libre choix du vétérinaire par le client	61
A - Définition	61
B - Les éléments psychologiques du choix	61
C - Libre choix et concurrence	63
3ème Chapitre : Le secret professionnel	70
4ème Chapitre : La liberté de prescription	73
A - Introduction	73
B - Définition	73
C - Droit à la prescription	74
D - Nature de la liberté de prescription	78
E - Liberté de prescription et information. Rôle de la publicité	79
F - Liberté de prescription et clientèle	88
Annexe sur la Pharmacie	91
A - Introduction. Législation actuelle	91
B - La détention et la délivrance des médicaments par le vétérinaire sont-elles un droit associé à celui de l'exercice de la médecine vétérinaire ?	93
C - Perspectives	98
D - Conclusion	100
5ème Chapitre : Le paiement direct à l'acte	101
A - Définition	102
B - Le contenu idéologique du paiement direct à l'acte	107
C - Signification économique du paiement direct à l'acte	109
D - Conclusion	114
Conclusion	115

QUATRIEME PARTIE : Le Vétérinaire rural : intellectuel traditionnel	116
A - Introduction	116
B - L'idéologie des intellectuels tradi- tionnels	118
C - L'organisation corporatiste de la profession	121
CONCLUSION	129
BIBLIOGRAPHIE	131
TABLE DES MATIERES	134

